

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

3 FÉVRIER 2004

Rapport de la Cour de cassation 2003

RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR M. ZENNER

La commission de la Justice a procédé, le 6 janvier 2004, à un échange de vues relatif au rapport d'activités 2003 de la Cour de cassation avec M. M. Lahousse, premier président, M. I. Verougstraete, président, et M. J. du Jardin, procureur général près cette Cour.

*
* *

M. Hugo Vandenberghe souhaite la bienvenue à M. Lahousse, premier président, à M. du Jardin, procureur général, et à M. Verougstraete, président près la Cour de cassation.

Présentant le rapport, M. Verougstraete observe qu'il constitue un outil de réflexion pour la Cour elle-même, en ce qu'il contribue à œuvrer à une cohésion

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2003-2004

3 FEBRUARI 2004

Verslag van het Hof van Cassatie 2003

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER ZENNER

De commissie voor de Justitie heeft op 6 januari 2004 een gedachtewisseling gehouden over het activiteitenverslag 2003 van het Hof van Cassatie met de heren M. Lahousse, eerste voorzitter, I. Verougstraete, voorzitter, en J. du Jardin, procureur-generaal bij het Hof van Cassatie.

*
* *

De heer Hugo Vandenberghe verwelkomt de heren Lahousse, eerste voorzitter, du Jardin, procureur-generaal, en Verougstraete, voorzitter bij het Hof van Cassatie.

De heer Verougstraete stelt het rapport voor en wijst erop dat het een bezinningsinstrument is voor het Hof zelf, dat bijdraagt tot een samenhangende

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

A. Membres/Leden:

SP.A-SPIRIT	Staf Nimmegeers, Ludwig Vandenhove, Jan Van Duppen.
VLD	Pierre Chevalier, Hugo Coverliers, Luc Willems.
PS	Jean-François Istasse, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux.
MR	Christine Defraigne, Nathalie de T'Serclaes, Alain Zenner.
CD&V	Stefaan De Clerk, Hugo Vandenberghe.
VLAAMS BLOK	Jurgen Ceder, Anke Van dermeersch.
CDH	Clotilde Nyssens.

B. Suppléants/Plaatsvervangers:

Jacinta De Roeck, Christel Geerts, Fatma Pehlivan, Myriam Vanlerberghe.
Jacques Germeaux, Jeannine Leduc, Stefaan Noreilde, Patrik Vankrunkelsven.
Sfia Bouarfa, Jean Cornil, Philippe Moureaux, Christiane Vienne.
Bernard Collas, Alain Destexhe, Antoine Duquesne, François Roelants du Vivier.
Sabine de Bethune, Mia De Schampelaere, Erika Thijss.
Yves Buysse, Joris Van Hautem, Karim Van Overmeire.
Christian Brotcorne, René Thissen.

dans sa jurisprudence et à une meilleure vue sur le nombre et l'importance des affaires qui lui sont déférées et le cas échéant sur son arriéré judiciaire.

Pour ce qui est de l'aspect quantitatif, l'intervenant fait observer que, d'année en année, la Cour de cassation parvient à résorber progressivement l'arriéré, y compris celui qui existe du côté néerlandophone.

Chaque année, le nombre d'affaires nouvelles s'accroît légèrement.

Cependant, en pratique, le nombre d'arrêts est toujours supérieur au nombre d'affaires nouvelles.

Ainsi, le retard que la Cour avait depuis 1998, et qui était spécialement perceptible pour les affaires néerlandaises, se résorbe d'année en année.

Du côté francophone, le retard était négligeable, et a été totalement résorbé.

Sur le plan qualitatif, il est important pour la Cour de cassation de réfléchir à son activité, au contenu de ses arrêts, et aux tendances à long terme qu'elle espère insuffler à la jurisprudence. En vue d'assurer une cohérence à sa politique judiciaire, la Cour sélectionne, année après année, 70 à 80 arrêts représentatifs de son activité et qui expriment soit des revirements de jurisprudence, soit des évolutions à long terme.

C'est ce que contient la partie du rapport consacrée aux arrêts.

En ce qui concerne les propositions du ministère public (chapitre VII — *De lege ferenda*), l'intervenant note que, chaque année, le rapport mentionne les points qui ont entravé la bonne administration de la justice au niveau de la Cour au cours de l'année précédente. On épingle ainsi un certain nombre de problèmes épineux qui influencent dans une large mesure le rythme de travail de la Cour.

M. Lahousse ajoute que, dans son avant-propos, son prédécesseur, M. P. Marchal, a mis l'accent sur l'informatisation des cours et tribunaux. Le projet Phénix vise à équiper les cours et tribunaux et leurs parquets d'un système informatique intégré. Le comité directeur du projet Phénix se trouve sous la direction de M. Verougstraete; le législateur devra intervenir en vue de l'octroi d'un budget et de l'adaptation d'une législation en la matière.

M. du Jardin insiste sur les attentes de la Cour à l'égard du législateur. Le ministère public occupe une place particulière au sein de la Cour de cassation, dans la mesure où il remplit une fonction consultative. Il exerce cette fonction au niveau interne en ce qui concerne les affaires qui sont examinées par la Cour, et vis-à-vis du monde extérieur. Lorsque le parquet se rend compte, à la lumière de la jurispru-

jurisprudentie en een beter zicht biedt op het aantal en de omvang van de zaken die voor het Hof komen en, eventueel, op de gerechtelijke achterstand van het Hof.

Wat betreft het kwantitatieve aspect, laat spreker opmerken dat het Hof van Cassatie jaar na jaar steeds minder achterstand heeft, ook langs Nederlandstalige kant.

Het aantal nieuwe zaken neemt jaarlijks lichtjes toe.

Het aantal arresten ligt in de praktijk nog altijd hoger dan het aantal nieuwe zaken.

De achterstand die het Hof sinds 1998 had, en dan vooral met betrekking tot Nederlandstalige zaken, wordt dus jaar na jaar ingehaald.

Aan Franstalige zijde was er slechts een kleine achterstand, die volledig is weggewerkt.

Op kwalitatief vlak is het belangrijk dat het Hof van Cassatie blijft nadenken over zijn activiteiten, de inhoud van zijn arresten, en de tendensen die het op langere termijn in de jurisprudentie ingang wil doen vinden. Met het oog op de samenhang van zijn gerechtelijk beleid, kiest het Hof jaarlijks zo'n 70 tot 80 arresten uit, die representatief zijn voor zijn optreden en waarin hetzij een ommekeer in de jurisprudentie, hetzij een langetermijnontwikkeling tot uiting komt.

Dat staat in het gedeelte van het verslag over de arresten.

Wat betreft de voorstellen van het openbaar ministerie (hoofdstuk VII — *De lege ferenda*), stipt spreker aan dat elk jaar opnieuw in het verslag de punten worden aangegeven die in het voorbije jaar moeilijkheden hebben veroorzaakt in de rechtsbedeling van het Hof. Een aantal pijnpunten worden aldus geselecteerd die van belang zijn voor de vooruitgang van het Hof.

De heer Lahousse voegt eraan toe dat zijn voorganger, de heer P. Marchal, in zijn voorwoord de nadruk heeft gelegd op de informativering van de hoven en rechtbanken. Het zogenaamde Phenix-project heeft tot doel de hoven en rechtbanken en hun parketten uit te rusten met een geïntegreerd informatica-systeem. De stuurgroep van Phenix wordt geleid door de heer Verougstraete; de tussenkomst van de wetgever zal zich opdringen met het oog op de toekenning van een budget en de aanpassing van de wetgeving terzake.

De heer du Jardin wijst erop dat het Hof bepaalde wensen heeft ten opzichte van de wetgever. Het openbaar ministerie bekleedt binnen het Hof van Cassatie een eigenaardige plaats, namelijk een adviserende functie. Deze adviserende functie geldt zowel intern, voor de zaken die door het Hof worden behandeld, als extern, naar buiten toe. Als het parket beseft, aan de hand van de rechtspraak van het Hof, dat er zich

dence de la Cour, qu'il existe une série de problèmes insolubles, parce que la loi présente des lacunes ou parce qu'elle est difficile à interpréter sur certains points, ce qui engendre des divergences au niveau de la jurisprudence, il s'adresse au législateur (*de lege ferenda*).

Le rapport contient l'énumération d'une série de propositions, formulées depuis plusieurs années, et que la Cour de cassation rappelle.

Elle rappelle également les propositions qu'elle a faites l'année passée, et en formule aussi des nouvelles.

La Cour attend les réactions du législateur sur toutes ces suggestions.

Une proposition de loi vise à résERVER une suite aux propositions *de lege ferenda*.

Certaines des suggestions de la Cour ont reçU une suite. Beaucoup d'autres n'en ont pas reçU, et la Cour aimerait en connaître les raisons.

L'intervenant dit qu'il peut comprendre que le législateur définisse certaines priorités. La Cour souhaiterait dès lors connaître celles-ci, pour pouvoir collaborer activement à leur réalisation. La Cour peut bien entendu, elle aussi, faire connaître ses priorités. L'intervenant trouve que l'ouverture dont les politiques ont fait preuve à l'égard de la Cour est très positive.

M. Hugo Vandenberghe estime que les rapports évoluent dans un sens positif depuis 1998 et que le rapport en discussion est très intéressant. Il s'agit d'un type de rapport qui contient un aperçu des arrêts essentiels de la Cour, qui mentionne les précédents et qui est important pour le justiciable. L'intervenant estime que le chapitre concernant les principes de droit généraux revêt également une grande importance dans la mesure où il précise la portée de ceux-ci.

M. Zenner se réjouit de pouvoir participer à l'examen du rapport de la Cour de cassation dont il apprécie hautement la teneur.

Si un premier volet de ce rapport est consacré à l'organisation de la Cour, un second volet traite des propositions *de lege ferenda* du ministère public. L'intervenant reconnaît que celles-ci n'ont pas toujours eu la suite qu'elles méritaient. La responsabilité de ces suites, et partant de leur absence, incombe à ses yeux surtout aux ministres successifs de la Justice, dès lors que leur administration est mieux équipée que les membres de la commission pour couler ces propositions en forme de projets et que l'agenda de la commission est largement déterminé par le gouvernement en vertu des usages parlementaires. L'orateur veillera pour sa part à ce que soit accordée une attention toute particulière au suivi de ces propositions, du moins dans les domaines du droit qu'il connaît.

bepaalde onoplosbare problemen stellen, wegens leemten in de wet of moeilijkheden bij de interpretatie van de wet waarbij er divergenties zijn in de rechtspraak, richt deze zich tot de wetgever (*de lege ferenda*).

Het verslag bevat ook een opsomming van een aantal voorstellen die jaren geleden zijn gedaan en die het Hof van Cassatie in herinnering wil brengen.

Het Hof herinnert ook aan de voorstellen die het vorig jaar heeft gedaan en doet er ook nieuwe.

Het Hof wacht op de reacties van de wetgever op al die voorstellen.

Een wetsvoorstel strekt ertoe gevolg te geven aan de voorstellen *de lege ferenda*.

Op sommige voorstellen van het Hof is ingegaan. Voor vele anderen is dat niet het geval en het Hof wil graag weten waarom.

Spreker kan begrijpen dat de wetgever bepaalde prioriteiten stelt. Het Hof zou deze prioriteiten dan ook graag kennen, om hieraan actief te kunnen meewerken. Uiteraard kan het Hof ook zijn prioriteiten laten kennen. De getoonde openheid van de politici ten opzichte van het Hof lijkt spreker zeer positief.

De heer Hugo Vandenberghe meent dat het voorliggende verslag zeer interessant is en dat de verslagen sinds 1998 in positieve zin evolueren. Dergelijk rapport met een overzicht van de belangrijke arresten van het Hof is belangrijk voor de rechtzoekende en geeft de precedenten aan. Ook het hoofdstuk met betrekking tot de algemene rechtsbeginselen is volgens spreker van groot nut, aangezien dit verduidelijking verschafft over de draagwijdte van deze beginsele.

De heer Zenner verheugt zich erover dat hij mag meewerken aan het onderzoek van het verslag van het Hof van Cassatie, waarvan hij de grote lijnen zeer waardeert.

Het eerste deel van het verslag gaat over de organisatie van het Hof en het tweede over de voorstellen *de lege ferenda* van het openbaar ministerie. Spreker geeft toe dat die voorstellen niet altijd voldoende zijn opgevolgd. Hij meent dat hiervoor vooral de opeenvolgende ministers van Justitie verantwoordelijk zijn. Hun ambtenaren zijn immers beter dan de commissieleden uitgerust om die voorstellen in ontwerpen te gieten en de agenda van de commissie wordt, overeenkomstig de parlementaire gebruiken, grotendeels door de regering vastgesteld. Spreker zal voortaan bijzondere aandacht besteden aan de opvolging van die voorstellen, ten minste met betrekking tot de rechtsakten die hij kent.

Le troisième volet du rapport est consacré à la jurisprudence de la Cour. Cette partie du rapport est, de l'avis de l'intervenant, remarquable tant du point de vue des développements qu'elle réserve aux principes généraux du droit que de celui du commentaire des arrêts.

À cet égard, il convient de mentionner l'arrêt du 14 mai 2003 relatif au caractère réparable ou non de la perte de revenus tirés de prestations au noir. Il mériterait d'être confronté à plusieurs arrêts d'appel relatifs à l'incidence, sur l'exigibilité des créances, de certaines irrégularités fiscales et à un arrêt de la Cour de cassation du 22 octobre sur le blanchiment, non commenté dans le présent rapport, qui risque à son estime de constituer un obstacle dans la lutte contre la grande fraude fiscale plutôt qu'un atout. La question se pose de savoir si la fraude fiscale constitue un avantage patrimonial, et dans quelles conditions.

Un autre domaine abordé par plusieurs arrêts commentés dans le rapport, ou dans les précédents rapports, est celui de l'insolvabilité, où se pose tout particulièrement la problématique des droits des créanciers du chef des contrats en cours au moment du jugement déclaratif de faillite et qui demeurent inexécutés par le curateur.

Dans l'espèce dans laquelle a été rendu l'arrêt du 26 juin 2003, lequel, nonobstant la connexité entre créances, refuse à un assureur le droit d'opposer au cessionnaire du portefeuille d'un courtier failli réalisé par son curateur la compensation entre sa créance du chef de primes et sa dette du chef de commissions de courtage, la question de l'opposabilité audit curateur de l'interdiction de cession du portefeuille stipulée dans le contrat conclu entre l'assureur et son courtier pour le cas où celui-ci serait déclaré en faillite en étant débiteur est ainsi centrale.

Ce qui est en cause ici, c'est toute la question de la valeur à l'égard des tiers des garanties contractuelles issues de la pratique.

L'insécurité juridique qui règne dans ce domaine débouche depuis quelque temps sur une méfiance croissante des investisseurs institutionnels étrangers à l'égard du régime juridique belge de droit commun en la matière, qui est réellement dépassé. Des organismes américains s'interrogent ainsi sur la crédibilité de la Régie des Bâtiments et sur la validité des opérations de «*sale and lease back*» comme celle dont a fait l'objet la Tour des Finances. Les conséquences qui en résultent sont de trois ordres.

Une première conséquence engendrée par cette insécurité est la délocalisation hors de Belgique d'un ensemble d'opérations juridiques, économiques et financières. Celles-ci seront plutôt montées sur les

Het derde deel van het verslag is gewijd aan de rechtspraak van het Hof. Spreker vindt dat deel van groot belang zowel met betrekking tot de ontwikkeling van de algemene rechtsbeginselen als wat de commentaren bij de arresten betreft.

In dat verband moet worden gewezen op het arrest van 14 mei 2003 over de vraag of het verlies van inkomsten uit zwartwerk een vergoedbare schade vormt. Dat arrest zou moeten worden vergeleken met een aantal arresten gewezen in hoger beroep over de gevolgen die bepaalde fiscale onregelmatigheden kunnen hebben op de opeisbaarheid van schuldborderingen en met een arrest van het Hof van Cassatie van 22 oktober over het witwassen van geld, dat in dit verslag niet wordt besproken en dat volgens spreker eerder een obstakel dan een troef kan zijn in de bestrijding van de grote fiscale fraude. De vraag is of fiscale fraude een vermogensvoordeel vormt en zo ja in welke omstandigheden dat het geval is.

Een andere kwestie die wordt behandeld in verschillende arresten, die worden besproken in dit en de vorige verslagen, is dat van het onvermogen. Daarbij rijst vooral het probleem van de schuldborderingen gebaseerd op overeenkomsten die nog lopend zijn op het ogenblik dat het faillissement wordt uitgesproken en die door de curator niet meer worden uitgevoerd.

Het arrest van 26 juni 2003 staat, niettegenstaande de samenhang van de schuldborderingen, niet toe dat een verzekeraar de schuldvergelijking van de aan hem verschuldigde premies met de door hem verschuldigde makelaarscommissies tegenwerpt aan degene die de portefeuille van een failliete makelaar via de curator heeft overgenomen. Centraal staat hier dus de vraag of het beding in de overeenkomst tussen de verzekeraar en zijn makelaar, dat die laatste verbiedt zijn portefeuille over te dragen wanneer hij failliet wordt verklaard terwijl hij nog schulden heeft, aan de curator kan worden tegengeworpen.

De hamvraag is hier in feite welke waarde de uit de praktijk gegroeide contractuele waarborgen hebben ten aanzien van derden.

De rechtsonzekerheid die op dit vlak heert, maakt dat buitenlandse institutionele investeerders steeds wantrouwiger staan tegenover het inderdaad voorbijgestreefde Belgische gemeenrecht in deze materie. Amerikaanse instellingen stellen zich vragen bij de geloofwaardigheid van de Regie der Gebouwen en bij de geldigheid van bepaalde *sale and lease back*-operaties, bijvoorbeeld met betrekking tot de Financietoren. Dat heeft gevolgen op drie vlakken.

Het eerste gevolg van die rechtsonzekerheid is dat een aantal juridische, economische en financiële operaties uit België verdwijnen. Zij zullen nu veeleer worden opgezet in New York, Londen, Parijs of

places de New York, Londres, Paris ou Luxembourg. Le droit belge est en effet jugé insuffisamment fiable dans ce domaine.

Une seconde conséquence est le renchérissement du cours des crédits. Les inconnues sur le fait, par exemple, de savoir quels sont les risques du «*sale and lease back*» en droit belge se traduisent par une prime de risque plus importante. Le coût de ces opérations est plus élevé à Bruxelles qu'à Luxembourg, Londres ou New York.

Enfin, une troisième conséquence est la création d'un droit de la faillite à deux vitesses, à savoir un droit pour les nantis et un droit pour les autres. Le législateur, répondant à la nécessité pratique des affaires d'aujourd'hui, a créé, notamment par le biais des lois-programmes, en marge de notre système juridique classique, un droit de l'insolvabilité propre pour les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés de bourse. Celles-ci peuvent compenser librement entre elles, du moins dans les transactions internationales, et si pour «le commun des mortels», le jugement déclaratif de faillite a effet à zéro heure, il n'en va pas de même pour les banques, le jugement déclaratif n'ayant d'effet, en ce qui les concerne, qu'à dater du moment où il est prononcé.

Si la sécurité de notre système juridique classique dépend certes de la loi, il n'en demeure pas moins qu'elle est aussi fonction de l'interprétation jurisprudentielle. Or, les inconnues qui existent à propos des garanties issues de la pratique résultent certes d'interrogations et de controverses doctrinales mais aussi de plusieurs arrêts de la Cour de cassation. L'intervenant évoque à titre d'exemple l'arrêt du 17 octobre 1996, dit «*Sart Tilman*», au sujet de la problématique de la cession fiduciaire de propriété.

L'intervenant évoque aussi dans ce contexte la question de l'opposabilité de la clause résolutoire et ses effets en cas de faillite, dont un aspect a fait l'objet d'un arrêt du 9 mars 2000. Il aimeraient savoir si, aux yeux des hauts magistrats entendus sur le rapport, il existe une tendance visant à remettre en cause l'admissibilité des clauses résolutoires après faillite. La question est en effet d'importance dans la pratique financière et économique internationale.

L'orateur souhaiterait également être éclairé sur l'interprétation qu'il convient de donner à l'arrêt «*Sart Tilman*» précité, qui met en péril le financement du monde associatif. Celui-ci s'opère généralement par le préfinancement par les banques des subventions à recevoir du pouvoir subsidiant, moyennant la cession à titre fiduciaire de la créance sur le pouvoir subsidiant. La question qui se pose est de savoir si cette cession de créance à titre fiduciaire est opposable ou non en cas de liquidation de l'ASBL.

L'arrêt cité pose d'importants problèmes d'interprétation et suscite de nombreuses questions. Quelle

Luxemburg. Men vindt het Belgisch recht hierover niet betrouwbaar genoeg.

Het tweede gevolg is de verhoging van de krediet-prijzen. De onzekerheid over, bijvoorbeeld, de precieze risico's van een *sale and lease back* in Belgisch recht, zorgt voor een hogere risicopremie. Deze operaties kosten meer in België dan in Luxemburg, Londen of New York.

Een derde gevolg is het ontstaan van een faillissementsrecht met twee snelheden, een voor de welgestelden en een voor de anderen. De wetgever heeft met het oog op de praktische noden van de huidige zakenwereld in de marge van ons klassiek rechtssysteem en dan vooral via programmawetten, een eigen insolvencie-recht gecreëerd voor banken, verzekermachappijen en beursvennootschappen. Die kunnen, tenminste in de internationale transacties, vrijelijk aan schuldvergelijking doen. Voor de gewone stervelingen heeft het vonnis van faillietverklaring gevallen vanaf middernacht. Dat geldt niet voor de banken: voor hen heeft het vonnis van faillietverklaring pas gevallen zodra het wordt uitgesproken.

De rechtszekerheid van ons klassieke rechtssysteem hangt af van de wet, maar evenzeer van de interpretatie door de rechters. De onzekerheden over een aantal uit de praktijk gegroeide waarborgen zijn niet alleen veroorzaakt door controversen in de rechtsleer maar ook door een aantal arresten van het Hof van Cassatie. Spreker verwijst naar het arrest van 17 oktober 1996 in de zaak-Sart Tilman, met betrekking tot de fiduciaire overdracht van eigendom.

Spreker wijst in deze context ook naar de kwestie van de tegenwerpbaarheid van een ontbindend beding en zijn gevolgen in geval van faillissement, waarvan een aspect is behandeld in het arrest van 9 maart 2000. Hij wil de hoge magistraten die hier over dit verslag worden gehoord, vragen of er een tendens bestaat om de toelaatbaarheid van ontbindende bedingen na het faillissement op de helling te zetten. Dat heeft belang voor de internationale economische en financiële praktijk.

Spreker wenst ook duidelijkheid over de interpretatie van het bovenvermelde «*Sart Tilman*»-arrest, dat de financiering van het verenigingsleven op de helling zet. Dat doet gewoonlijk een beroep op de banken die de van de overheid te ontvangen subsidies voorfinancieren, via de fiduciaire overdracht van de schuldvordering op de subsidiërende overheid. De vraag is dan of deze overdracht tegenwerpbaar is wanneer de VZW failliet gaat.

Het genoemde arrest doet tal van interpretatieproblemen en vragen rijzen. Wat is de reikwijdte van

est la portée de la règle de l'égalité des créanciers ? Quand un acte est-il annulable comme étant préjudiciable aux autres créanciers ? Qu'est-ce exactement que la «fraude à la loi», une notion qui a fait l'objet d'une contribution récente du professeur Kirkpatrick au *Journal des Tribunaux*. Que recouvre le principe «Pas de privilège sans texte» ? En un mot, qu'y a-t-il d'admissible ou d'inadmissible aux yeux de la Cour, dans les pratiques qui se sont dégagées depuis cinquante ans dans le monde de l'industrie, du commerce et de la finance pour mettre les créanciers en mesure de se garantir contre la défaillance de leur débiteur ?

M. Coveliers salue à son tour la publication du rapport annuel. La rédaction d'un rapport annuel n'est pas chose aisée et nécessite une délicate mise en balance entre ce qui doit être publié et ce qui ne doit pas l'être. L'on constate, depuis 1998, une nette évolution dans le degré d'ouverture; en outre, le rapport annuel ne se réduit pas à un ouvrage scientifique, en ce sens qu'il défend déjà une certaine thèse.

L'intervenant estime dès lors que le rapport annuel devrait bénéficier d'une plus grande notoriété, y compris chez les praticiens du droit. À cet égard, il se félicite de l'existence du site web de la Cour de cassation.

L'intervenant déplore que le Parlement n'ait pas encore donné suite aux suggestions de la Cour de *lege ferenda* et il s'en excuse. Ce sont surtout les suggestions relatives au dessaisissement du juge et à la sanction frappant les abus manifestes du pourvoi en cassation auxquelles il peut se ranger. Il s'attachera personnellement à faire aboutir les propositions relatives aux procédures disciplinaires dans certaines professions. En ce sens, il serait bon à ses yeux que les services du Sénat informent les membres de chaque annulation prononcée par la Cour d'arbitrage.

L'intervenant demande comment le législateur peut, en synergie avec le pouvoir judiciaire, tenter de résoudre un problème qui se pose. Il cite l'exemple du problème de la surpopulation carcérale qui serait lié, d'après certaines études, à la fréquence et au nombre élevé des mesures de mise en détention préventive. La loi relative à la détention préventive a pourtant été modifiée à de multiples reprises ces dernières années en vue de limiter cette forme de détention. Quelque temps après chaque modification de la loi, on remarque que la fréquence de la détention préventive augmente à nouveau. Une interaction pourrait donc s'avérer utile à cet égard, dans le respect de la séparation des pouvoirs — il va sans dire.

Une deuxième question concerne le droit de la procédure pénale. Dans quelle mesure le rôle joué par le juge d'instruction doit-il être maintenu ?

Mme de T' Serclaes estime que, de fait, la prise en compte de propositions faites par la Cour de cassa-

de regel dat alle schuldeisers gelijk zijn ? Wanneer is een akte vernietigbaar omdat de overige schuldeisers erdoor worden benadeeld ? Wat wordt precies bedoeld met het begrip «wetsontduiking», waarover professor Kirkpatrick onlangs een bijdrage heeft gepubliceerd in het *Journal des Tribunaux*? Wat betekent het beginsel «Geen voorrecht zonder wettekst» ? Wat vindt het Hof met andere woorden laakbaar of toelaatbaar aan de praktijken die reeds vijftig jaar worden gehanteerd in de wereld van de industrie, de handel en de financiën om schuldeisers in staat te stellen zich in te dekken tegen het in gebreke blijven van hun schuldenaar ?

De heer Coveliers looft eveneens de publicatie van het jaarverslag. De opstelling van een jaarverslag is geen gemakkelijke taak en houdt een belangrijke afweging in van wat al dan niet dient te worden gepubliceerd. Er is een duidelijke evolutie sinds 1998 qua openheid; tevens is het jaarverslag meer dan een wetenschappelijk werk; ergens wordt reeds een bepaalde stelling verdedigd.

Spreker meent dan ook dat het jaarverslag meer bekendheid zou moeten krijgen, ook onder de praktijkjuristen. In dat opzicht vindt spreker de website van het Hof van Cassatie een zeer goede zaak.

Spreker betreurt en verontschuldigt zich dat het Parlement nog niet is ingegaan op de suggesties van het Hof de *lege ferenda*. Vooral de suggesties met betrekking tot de onttrekking van de zaak aan de rechter en de sanctie op het kennelijk misbruik van het cassatieberoep kan spreker onderschrijven. Van de voorstellen met betrekking tot de tuchtprocedures in bepaalde beroepen wil spreker persoonlijk werk maken. In die zin lijkt het hem ook nuttig dat de diensten van de Senaat de leden zouden inlichten over elke vernietiging van het Arbitragehof.

Spreker vraagt op welke manier de wetgever door samenwerking met de rechterlijke macht een voorkomend probleem kan trachten op te lossen. Spreker haalt het voorbeeld aan van het probleem van de omvang van de gevangenispopulatie; volgens verschillende studies zou dit te maken hebben met de frequentie, de veelheid waarmee de voorhechtenis wordt toegepast. De wet op de voorlopige hechtenis is de laatste jaren nochtans reeds veelvuldig gewijzigd met de bedoeling de voorlopige hechtenis te beperken. Men merkt dat een tijd na de wetswijziging de frequentie van de voorlopige hechtenis terug stijgt. Een wisselwerking op dat vlak zou dus nuttig zijn. Uiteraard moet de scheiding der machten worden geëerbiedigd.

Een tweede vraag betreft het strafprocesrecht. In welke mate dient de figuur van de onderzoeksrechter te worden behouden ?

Mevrouw de T' Serclaes meent dat het in grote mate afhangt van de minister van Justitie of van haar

tion et non relayées par le pouvoir politique dépend en grande partie de la ministre de la Justice ou de ses prédecesseurs. Parmi ces propositions, certaines concernent effectivement l'organisation de la Cour de cassation. Celles-ci devraient pouvoir être reprises dans un projet de loi concernant l'organisation judiciaire, voire même le cas échéant, en cas d'urgence, et pour améliorer certains éléments qui présentent un degré de haute technicité, dans une loi-programme.

Le Parlement a toutefois une responsabilité propre en la matière. C'est pourquoi l'intervenante aurait souhaité connaître les priorités de la Cour dans les propositions qu'elle a formulées. En effet, ce n'est pas tant un problème de fond qui se pose qu'un problème d'organisation du travail de la commission.

L'oratrice s'interroge également sur la procédure en récusation. On a tenté de l'améliorer dans l'urgence par le biais de la loi-programme, au vu d'un certain nombre d'actions intentées dans le cadre d'un procès très médiatisé. La question est de savoir si ce qui a été fait est suffisant ou s'il y aurait lieu d'aller plus loin. Un autre procès fort médiatisé et à haut risque se profile à l'horizon. Or il a été constaté, notamment au cours du procès Cools, que la confiance du citoyen dans la justice et dans la manière dont se déroule un procès est fort ébranlée.

L'intervenante se demande par conséquent s'il n'y aurait pas lieu d'améliorer un certain nombre de choses afin que le citoyen reprenne confiance en la justice. La commission ne pourrait-elle pas entreprendre utilement certains travaux dans ce domaine dans les mois à venir ?

Mme Nyssens s'intéresse plus particulièrement au fonctionnement de la Cour et aux améliorations susceptibles d'y être apportées. L'intervenante se préoccupe plus particulièrement du statut des référendaires, de leurs perspectives de carrière ainsi que de leurs rapports avec la Cour.

L'oratrice est également d'avis qu'en ce qui concerne le secrétariat des présidents, la Cour devrait pouvoir disposer d'une plus grande autonomie pour régler ses problèmes. Trop de choses requièrent encore une intervention du législateur.

Concernant le suivi des propositions de la Cour par la commission, l'intervenante estime que le problème est plus complexe qu'on ne l'a dit. Les parlementaires sont submergés de rapports de toute nature (rapports de la Cour de cassation, du Conseil supérieur de la Justice, du Centre pour l'égalité des chances, cahiers de la Cour des comptes, etc.).

L'oratrice constate qu'il manque un outil structurel chargé de l'analyse de ces rapports et préconise, à cet effet, la création d'un lieu qui pourrait prendre la forme d'un office parlementaire d'évaluation des lois, comme c'est le cas en France, ou une autre forme.

voorgangers of er al dan niet rekening is gehouden met de voorstellen van het Hof van Cassatie. Sommige van die voorstellen betreffen inderdaad de organisatie van het Hof van Cassatie. Die voorstellen zouden moeten worden opgenomen in een wetsontwerp betreffende de gerechtelijke organisatie of zelfs indien nodig in een programmawet, bijvoorbeeld voor dringende gevallen of om sommige erg technische aspecten te verbeteren.

Het Parlement heeft echter een eigen verantwoordelijkheid ter zake. Daarom had spreekster graag geweten welke van zijn voorstellen het Hof prioritair acht. Het probleem is immers niet van inhoudelijke aard, maar heeft veeleer te maken met de organisatie van de commissiewerkzaamheden.

Spreekster heeft ook vragen bij de wrakingsprocedure. Hier werd in de programmawet een spoedoplossing voor bedacht nadat in een proces met uitgebreide mediabelangstelling verschillende vorderingen tot wraking werden ingesteld. Nu is de vraag of dit volstaat, dan wel of we verder moeten gaan. In de nabije toekomst wacht al een ander proces, dat minstens evenveel mediabelangstelling zal opwekken en waarbij veel op het spel staat. Tijdens het proces-Cools werd reeds vastgesteld dat het vertrouwen van de burger in het gerecht en in de procesvoering ernstig geschaad is.

Spreekster vraagt dan ook of bepaalde zaken niet moeten worden verbeterd zodat de burger opnieuw vertrouwen krijgt in het gerecht. Kan de commissie in de komende maanden niet op dat vlak gaan werken ?

Mevrouw Nyssens heeft bijzondere aandacht voor de werking van het Hof en voor de mogelijke verbeteringen. Zij maakt zich met name zorgen over het statuut van de referendarissen, hun carrièremogelijkheden en hun contacten met het Hof.

Met betrekking tot het secretariaat van de voorzitters, meent spreekster dat het Hof zijn problemen autonome zou moeten kunnen regelen. Voor al te veel zaken is nog een wetgevend optreden vereist.

Welk gevolg de commissie aan de voorstellen van het Hof kan geven, is volgens spreekster een veel ingewikkelder probleem dan tot nog toe is gezegd. De parlementsleden worden bedolven onder verslagen allerhande (verslagen van het Hof van Cassatie, van de Hoge Raad voor de Justitie, van het Centrum voor Gelijke Kansen, Boeken van het Rekenhof, enz.).

Spreekster stelt vast dat een structureel instrument om deze verslagen te analyseren, ontbreekt. Zij pleit dan ook voor de oprichting van een soort parlementaire dienst voor wetsevaluatie, zoals die in Frankrijk bestaat, al dan niet in een soortgelijke vorm. In

Ainsi existe-t-il au Canada une administration très performante, composée d'excellents juristes, qui a pour mission d'examiner, à l'intention du ministre, la cohérence de la révision des lois ainsi que l'effectivité de celles-ci. En Belgique, s'il est vrai que le Sénat dispose d'un service interne d'évaluation des lois dont le travail est de nature juridique, il n'en demeure pas moins que le manque d'un outil d'évaluation politique des lois se fait sentir et qu'à ce jour les tentatives parlementaires visant à mettre sur pied un tel office n'ont toujours pas abouti.

L'intervenant, qui constate également qu'il existe en Belgique des différences culturelles notoires entre francophones et néerlandophones, et ce même dans le domaine de la justice, se demande par ailleurs si la Cour de cassation au sein de laquelle ces deux cultures coexistent, parvient encore à opérer une synthèse entre les deux, ou si l'on assiste à une évolution centrifuge.

L'oratrice constate enfin que, de plus en plus, les acteurs de la justice, en ce compris la Cour de cassation, travaillent en réseau, par exemple avec d'autres juridictions, et se demande, par conséquent, si ces réseaux ne devraient pas être organisés par la loi.

M. Willems se réjouit également de la parution du rapport et de son contenu.

Les moyens nouveaux qui ont été dégagés dans le cadre de la loi Franchimont permettent aux parties de s'adresser à la Cour de cassation, même au stade de l'information et de l'instruction.

A-t-on l'impression que d'aucuns ont abusé de ces droits pour prolonger les procédures et ces moyens nouveaux ont-ils causé un accroissement de la charge de travail ?

M. Mahoux estime que la question de savoir si des différences sont perceptibles entre la jurisprudence du nord et du sud du pays est fort intéressante. Un groupe de travail pourrait se pencher sur la question. Ce groupe de travail, qui devrait être constitué au niveau du pouvoir judiciaire, devrait déterminer à quoi pourrait être lié ce phénomène. Il n'est pas impossible que d'autres facteurs que des facteurs d'ordre géographique entrent en ligne de compte.

Dans un autre ordre d'idées, l'intervenant a beaucoup apprécié le volet du rapport de la Cour consacré à l'informatisation. Il est à noter à cet égard que, de nos jours, dans certaines communes, on retranscrit encore les casiers judiciaires à la main.

Concernant les moyens qu'il convient d'allouer au fonctionnement de la Cour, l'orateur fait observer qu'il y a déjà eu une évolution très significative du budget de la Justice au cours de la précédente législature et que la volonté existe de poursuivre cette évolution au cours de la présente législature. Le problème de la répartition des augmentations budgétaires est un choix politique. L'intervenant est d'avis que l'organi-

Canada bestaat er een uitstekend werkende dienst, met uitmuntende juristen, die ten behoeve van de minister nagaat of wetswijzigingen coherent en efficiënt zijn. De Belgische Senaat beschikt weliswaar over een interne dienst voor wetsevaluatie, die juridisch werk levert, maar toch is er ook nood aan een instrument voor politieke evaluatie van wetten. Tot nog toe hebben parlementaire initiatieven om een dergelijke dienst op te richten, nog geen resultaat opgeleverd.

Spreekster stelt ook vast dat er aanzienlijke cultuurverschillen bestaan tussen Frans- en Nederlandstaligen, ook op het vlak van justitie. Zij vraagt zich dan ook af of het Hof van Cassatie, waarbinnen die twee culturen ook leven, nog wel een synthese van beide kan maken, dan wel of er sprake is van een uit elkaar groeien.

Ten slotte stelt spreekster vast dat het gerecht, met inbegrip van het Hof van Cassatie, steeds vaker in een netwerkverband werkt, bijvoorbeeld met andere rechtscolleges. Zou het daarom niet beter zijn dat deze netwerken bij wet worden geregeld ?

De heer Willems verheugt zich eveneens over het verschijnen van het verslag en de inhoud ervan.

In het kader van de wet-Franchimont werden nieuwe middelen gecreëerd voor de partijen om zich, zelfs in de loop van het gerechtelijk- en opsporingsonderzoek, tot het Hof van Cassatie te wenden.

Heeft men de indruk dat deze rechten worden misbruikt, om de procedures te verlengen, en hebben deze nieuwe middelen een stijgende werklast veroorzaakt ?

Volgens de heer Mahoux is de vraag naar mogelijke verschillen tussen de rechtspraak in het zuiden en die in het noorden van het land, een interessante kwestie, waarover een werkgroep zich zou kunnen buigen. Die werkgroep, samengesteld op het niveau van de rechterlijke macht, zou moeten nagaan waaraan dit ligt. Het is best mogelijk dat ook andere dan geografische redenen een rol spelen.

Spreker heeft het deel van het verslag over de informativering erg gesmaakt. Hij wijst erop dat momenteel in sommige gemeenten de strafregisters nog met de hand worden overgeschreven.

Met betrekking tot de werkingsmiddelen voor het Hof, merkt spreker op dat het budget voor justitie tijdens de afgelopen zittingsperiode aanzienlijk gestegen is en dat de wil bestaat om die trend tijdens deze zittingsperiode voor te zetten. De verdeling van de gestegen budgetten is een politieke keuze. Spreker meent dat de organisatie van de rechtbanken moet afhangen van wetten: de gemaakte keuzes worden

sation des tribunaux doit dépendre de lois dans la mesure où les choix effectués se traduisent toujours par des orientations budgétaires. Il serait en effet anormal de déterminer autrement les moyens de telle juridiction par rapport à telle autre.

Enfin, l'orateur aurait souhaité connaître le sentiment des magistrats de la Cour sur le système du barreau de cassation et sur les éventuelles modifications qu'il conviendrait d'y apporter. Il y a vingt avocats inscrits au barreau de la Cour de cassation. Ils apparaissent, aux yeux des citoyens, comme étant forts éloignés des problèmes du justiciable, ce qui n'est pas de nature à renforcer la proximité de la justice à l'égard du citoyen.

M. Hugo Vandenberghe souligne la qualité du rapport.

Il est évident qu'un aperçu de la jurisprudence d'une année reflète en partie les problèmes auxquels la société est confrontée. Dans ses jugements et ses arrêts, le pouvoir judiciaire enregistre ainsi, en quelque sorte, les pathologies qui affectent notre société. Il faut bien savoir que celle-ci connaît toujours des conflits. Le pouvoir judiciaire prend, en quelque sorte, la température de toute une série de problèmes.

L'intervenant souligne ensuite que le Parlement est en fait chargé de deux missions essentielles. La première consiste à contrôler le pouvoir exécutif et la deuxième à exercer le pouvoir législatif (rôle de législateur). Cette deuxième mission est souvent un peu négligée du fait que les médias ne s'y intéressent que dans une faible mesure. Quoi qu'il en soit, les propositions du parquet général près la Cour de cassation feront l'objet d'un examen attentif au Sénat. L'on pourrait par exemple faire examiner ces suggestions par le service d'évaluation de la législation, lequel pourrait rédiger une note à l'attention des membres de la commission.

L'intervenant évoque ensuite l'intéressant propos de M. Marchal sur l'informatisation. Ce dernier semble être assez critique à l'égard de la réalisation de l'ambitieux projet Phenix. M. Marchal estime que la mise en œuvre d'un projet aussi ambitieux, dont certains aspects renvoient à des intérêts qui ne sont pas toujours convergents, ne peut aboutir que si tous les acteurs concernés y collaborent de manière effective. Cela requiert en tout cas une coopération permanente et loyale entre les trois pouvoirs.

L'auteur aborde également la question des problèmes qui pourraient se poser, notamment en ce qui concerne la protection de la vie privée et la séparation des pouvoirs. Il précise que la sauvegarde de l'indépendance du pouvoir judiciaire, par la voie légale, est indispensable. Où se situe exactement le problème de la séparation des pouvoirs dans le cadre de l'informatisation ?

steeds weerspiegeld in de budgettaire keuzes. Het zou niet normaal zijn de middelen voor de verschillende gerechten op een andere manier vast te leggen.

Ten slotte had spreker graag de mening gekend van de magistraten van het Hof over het systeem van de balie van Cassatie en de eventuele wijzigingen daar-aan. Aan de balie van het Hof van Cassatie zijn twintig advocaten ingeschreven. De burger meent dat zij weinig voeling hebben met de problemen van de rechtzoekende, zodat ook hier het gerecht niet echt dichter bij de burger komt te staan.

De heer Hugo Vandenberghe onderlijnt de kwaliteit van het verslag.

Het is duidelijk dat een overzicht van de rechtspraak over een jaar gedeeltelijk de problemen weerspiegelt waarmee de samenleving wordt geconfronteerd. De rechterlijke macht registreert aldus in haar uitspraken in zekere zin de pathologie die in de samenleving aanwezig is. Men moet zich bewust zijn dat er steeds conflicten zullen bestaan in de samenleving. De rechterlijke macht is in wezen de koortsmeter van een aantal problemen.

Spreker stipt verder aan dat het Parlement in wezen twee taken heeft. Een eerste taak is de controle op de uitvoerende macht, en de tweede essentiële taak is de wetgevende macht, «the law-maker». Vaak wordt van deze tweede taak weinig werk gemaakt omdat hiervoor weinig interesse bestaat vanuit de media. In ieder geval zullen de voorstellen van het parket-generaal bij het Hof van Cassatie in de Senaat nader worden bekeken. Een voorstel zou zijn deze suggesties te laten onderzoeken door de dienst wetsevaluatie, die dan een nota zou kunnen maken ter attentie van de commissieleden.

Spreker verwijst verder naar het interessant voorwoord van de heer Marchal over de informatisering. Hij lijkt nogal kritisch over de realisatie van het ambitieuze Phenix-project. De heer Marchal oppert dat zulk een ambitieus project, met aspecten waaraan belangen verbonden zijn die niet steeds gelijklopend zijn, slechts kan slagen indien alle betrokkenen effectief samenwerken. Daarvoor is alleszins een permanente en loyale samenwerking tussen de drie staten-machten vereist.

Verder haalt de auteur ook mogelijke problemen aan met de bescherming van de privacy en in verband met de scheiding der machten. Hij verduidelijkt dat vrijwaring, bij wet, van de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht nodig is. Waar situeert het probleem van de scheiding der machten zich juist in de informatisering ?

Enfin, l'orateur fait référence au graphique de la page 289 du rapport qu'il estime erroné, en ce sens que les arrêts du rôle linguistique néerlandais sont représentés en jaune et les nouvelles affaires en rouge, alors qu'on observe exactement le contraire pour ce qui est du rôle linguistique français. Il constate que l'arrière de la chambre néerlandophone est pratiquement résorbé. Applique-t-on souvent la loi de 1999 concernant la procédure de traitement simplifié des affaires dont la solution est évidente ?

M. Lahousse reconnaît qu'une erreur s'est glissée dans les graphiques. L'intervenant répond que la procédure de traitement simplifié n'est appliquée que pour le rôle linguistique néerlandais et qu'environ 20% des arrêts sont traités suivant celle-ci.

M. Hugo Vandenberghe souligne ensuite que les chances de réussite en matière civile s'élèvent à 40%. Ce chiffre est impressionnant, d'autant plus qu'il n'est que de 9% en matière pénale. Selon certains, cela s'expliquerait par l'intervention obligatoire, en matière civile, des avocats près la Cour de cassation, qui opèrent une sélection. L'intervenant estime que cela pourrait également être dû au fait que les cours d'appel connaissent de moins en moins bien le droit civil.

M. Zenner est d'avis que ce qui est en cause, en l'espèce, c'est l'obscurité de la loi qui permet trop souvent plusieurs interprétations et ce, même par les cours d'appel.

M. Hugo Vandenberghe fait également remarquer que les chambres francophones traitent nettement plus d'affaires sociales que les chambres néerlandophones.

M. Verougstraete objecte que le nombre d'affaires sociales traitées est, en tout cas, peu élevé sinon marginal.

Un dernier point concerne le délai de traitement. M. Hugo Vandenberghe se réjouit qu'en ce qui concerne les affaires du rôle linguistique néerlandais, on ait pu ramener le délai de traitement à moins de deux ans. Jadis, ce délai pouvait atteindre quatre ans. L'intervenant exprime cependant des réserves à propos du délai de trois mois applicable aussi bien pour le dépôt du mémoire que pour l'introduction du mémoire en réponse par la partie adverse. De par l'accumulation de ces délais, il se passe rapidement une petite année avant qu'une affaire soit en état d'être jugée. Le délai en question ne pourrait-il pas être réduit à six semaines ou à trois mois ?

M. Verougstraete souligne que la Cour ne peut pas agir durant le second délai de trois mois. Elle ne peut donc pas rendre d'arrêt immédiat, même pas dans le cadre d'affaires urgentes. Elle doit observer un délai de six mois avant de rendre un arrêt dans une affaire urgente. Quant au deuxième délai de trois mois, il devrait absolument être raccourci.

Tot slot verwijst spreker naar de grafiek op bladzijde 289 in het verslag. Deze grafische voorstelling lijkt hem verkeerd, aangezien de arresten voor de Nederlandse taalrol in het geel zijn weergegeven en de nieuwe zaken in het rood, terwijl dit voor de Franse taalrol juist andersom is. Spreker merkt dat de achterstand in de Nederlandse kamer nagenoeg is ingehaald. Wordt de wet van 1999 met betrekking tot een vereenvoudigde behandeling voor zaken waarvan de oplossing voor de hand liggend is vaak toegepast ?

De heer Lahousse geeft toe dat er een fout zit in de grafieken. Spreker antwoordt dat de vereenvoudigde behandeling enkel wordt toegepast in de Nederlandse taalrol en dat ongeveer 20% van de arresten aldus worden afgehandeld.

De heer Hugo Vandenberghe stipt vervolgens aan dat de slaagkans in civiele zaken 40% bedraagt. Dit is een indrukwekkend cijfer; voor strafzaken bedraagt de slaagkans immers slechts 9%. Er wordt gesuggererd dat dit komt door de in civiele zaken verplichte tussenkomst van de advocaten bij het Hof van Cassatie die een selectie doorvoeren. Spreker meent ook dat dit zou kunnen komen door het feit dat de kennis van het civiel recht door de hoven van beroep afneemt.

De heer Zenner meent dat het grote probleem de vaagheid van de wet is. Die leidt vaak tot uiteenlopende interpretaties, zelfs door de hoven van beroep.

Verder merkt de heer Hugo Vandenberghe ook op dat de Franstalige kamers met veel meer sociale zaken worden geconfronteerd dan de Nederlandstalige kamers.

De heer Verougstraete werpt op dat er in ieder geval relatief weinig zaken van sociaal recht zijn. Het betreft hier marginale cijfers.

Een laatste punt betreft de behandelingstermijn. De heer Hugo Vandenberghe verheugt zich over het feit dat in Nederlandstalige zaken de behandelingstermijn is teruggezakt tot beneden de twee jaar. Vroeger bedroeg dit tot vier jaar. Nochtans blijft spreker terughoudend ten opzichte van de termijn van drie maanden, zowel voor het indienen van de memorie, als voor de antwoorden erop door de tegenpartij. Men is algauw een klein jaar aan het werk vooraleer de zaak in staat is. Kan de termijn van drie maanden niet worden teruggeschroefd tot zes weken of drie maanden ?

De heer Verougstraete wijst erop dat het Hof tijdens de tweede termijn van drie maanden niet mag ageren. Het is dus onmogelijk, ook in spoedeisende zaken, onmiddellijk een arrest te wijzen. Men heeft dus zes mechanische maanden vooraleer in dringende zaken een arrest kan worden gewezen. De tweede termijn van drie maanden zou zeker moeten worden ingekort.

M. Hugo Vandenberghe ajoute que la notion de délai raisonnable doit être appréciée en fonction de l'ensemble de la procédure. Il ne faut pas perdre de vue que le traitement dans des affaires importantes dont les cours d'appel ont à connaître dure généralement plusieurs années.

M. Lahousse répond que les chiffres énoncés en la matière ne sont pas significatifs. Extrêmement peu de recours sont intentés en matière sociale (une centaine d'affaires par an). La sélection des affaires qui seront traitées par la Cour est effectuée par les syndicats et est extrêmement rigoureuse. Les pourvois en matière sociale sont, dès lors, extrêmement bien orientés.

Répondant à la question de M. Zenner concernant l'arrêt de principe du 14 mai 2003 qui a conclu au caractère non réparable de la perte d'un avantage illégitime (en l'espèce une rémunération issue d'un travail au noir), M. Lahousse estime qu'il se situe dans la ligne de la jurisprudence antérieure de la Cour.

M. Zenner précise qu'il existe au niveau des cours d'appel une jurisprudence considérant que des irrégularités fiscales entachant des factures ne mettent pas en cause le recouvrement de celles-ci. La question de l'intervenant porte sur l'interprétation qu'il convient de donner à l'arrêt de la Cour de cassation précité. Pourrait-on en déduire que des irrégularités fiscales (par exemple l'omission de la TVA) entraînent l'inexigibilité de la créance ?

M. Verougstraete fait valoir qu'une certaine réserve s'impose dans la réponse à cette question, car quatre affaires relatives à cette matière sont actuellement pendantes devant la Cour, et devraient être traitées dans un avenir très proche.

La Cour est consciente de ce qu'une insécurité juridique importante est créée entre les cours d'appel à ce sujet. C'est pourquoi elle a décidé de traiter ces affaires dans le cadre d'audiences plénières.

En ce qui concerne le point de savoir dans quelle mesure on peut interpréter la portée d'un arrêt, M. du Jardin souligne que chaque arrêt est rendu dans un contexte particulier, dont il ne faut jamais faire abstraction.

C'est pourquoi la Cour est toujours elliptique dans la rédaction de ses réponses aux moyens, laissant le cas échéant au ministère public, dans ses conclusions, le soin de définir les éléments qui entourent l'affaire.

Il se crée ainsi une synergie très importante entre l'arrêt de la Cour, l'avis du ministère public, et la doctrine qui s'en empare pour les commenter et, le cas échéant, pousser l'arrêt plus loin.

De heer Hugo Vandenberghe voegt eraan toe dat de redelijke termijn over het geheel van de procedure moet worden beschouwd. Men mag niet uit het oog verliezen dat belangrijke zaken voor de hoven van beroep vaak reeds jaren in beslag nemen.

De heer Lahousse antwoordt dat de cijfers die in verband met deze materie vermeld worden, niet significant zijn. Er wordt slechts zelden beroep ingesteld voor sociale zaken (een honderdtal keer per jaar). De vakbonden selecteren de zaken die door het Hof behandeld worden en gaan daarbij erg streng te werk. Wanneer een sociale zaak voor het Hof van Cassatie wordt gebracht, gebeurt dit dus erg gericht.

Antwoord gevend op de vraag van de heer Zenner met betrekking tot het principearrest van 14 mei 2003, waarin besloten wordt dat het verlies van een onrechtmatig verkregen voordeel niet vergoed hoort te worden (het ging om inkomsten uit zwartwerk), vindt de heer Lahousse dat dit in de lijn ligt van de eerdere jurisprudentie van het Hof.

De heer Zenner verduidelijkt dat er bij de hoven van beroep een jurisprudentie bestaat waarin geredeneerd wordt dat fiscale onregelmatigheden met betrekking tot facturen nooit kunnen leiden tot het niet betalen van die facturen. De vraag van de spreker heeft te maken met de interpretatie die gegeven moet worden aan het bedoelde arrest van het Hof van Cassatie. Kan men eruit besluiten dat fiscale onregelmatigheden (bijvoorbeeld het niet vermelden van de BTW) tot gevolg hebben dat de schuldbordering niet langer opeisbaar is ?

De heer Verougstraete werpt op dat men met een zeker voorbehoud op die vraag moet antwoorden, vermits momenteel vier zaken die verband houden met deze materie, aanhangig zijn bij het Hof en er binnenkort behandeld zullen worden.

Het Hof is er zich van bewust dat er in dit verband een grote rechtsonzekerheid heerst bij de hoven van beroep. Daarom heeft het besloten om deze zaken te behandelen in plenaire zittingen.

Over de vraag in hoeverre men de draagwijdte van een arrest kan interpreteren, benadrukt de heer du Jardin dat ieder arrest wordt gewezen in een specifieke context, die men nooit mag weglaten.

Daarom is het Hof steeds bondig in zijn antwoorden op de middelen, en laat het indien nodig, de beschrijving van de elementen die de zaak omringen over aan het openbaar ministerie in zijn conclusies.

Zo ontstaat er een zeer grote synergie tussen het arrest van het Hof, de mening van het openbaar ministerie en de rechtsleer, die er gebruikt van maakt om, waar nodig, commentaar te geven en het arrest uit te breiden.

Dans des arrêts ultérieurs, la Cour fera éventuellement ces pas supplémentaires, mais elle ne peut les faire dès l'abord.

M. Verougstraete souligne l'existence d'une constante dans l'évolution de la jurisprudence de la Cour depuis 1996, en matière de droits de créanciers.

La Cour est consciente de l'existence d'un droit de l'insolvabilité à deux vitesses : d'une part, celui des institutions de crédit et, de l'autre, celui des petites entreprises et des commerçants individuels.

Elle s'efforce de rapprocher les deux cas, malgré les textes européens qui expliquent cette divergence, il s'agit d'une évolution extrêmement malencontreuse.

Elle le fait également en renonçant à deux idées reçues que l'on retrouve dans la doctrine depuis plusieurs années.

La première est que la faillite est d'ordre public, et la seconde est qu'il n'y a pas de Sûreté sans texte.

La Cour a pris ses distances par rapport à ces deux idées dans un arrêt du 9 mars 2000, mentionné par M. Zenner.

En effet, les mécanismes de garantie que créent les opérateurs économiques ont précisément pour but d'échapper à la règle de l'égalité des créanciers, une notion qui a été vue de façon trop stricte dans le passé.

C'est pourquoi la Cour admet des mécanismes conventionnels, dont le « sale and lease back », malgré la faillite et les situations de concours.

Après l'arrêt obscur du 17 avril 1996 (arrêt « Sart-Tilman ») évoqué par M. Zenner, la Cour s'est aperçue du trouble considérable qu'il avait provoqué parmi les opérateurs économiques et commerciaux. Cet arrêt n'a pas eu de suites.

La même année, la Cour a admis l'opposabilité du leasing et depuis lors, plusieurs opérations fiduciaires sont admises.

Pour cela, il a fallu admettre l'opposabilité de mécanismes conventionnels préférentiels.

Certains arrêts, comme un arrêt du 26 juin 2003 en matière de compensation après cession de créance, peuvent sembler opérer un retour en arrière.

Cependant, ces décisions se placent dans un contexte tellement spécifique que l'on ne peut en tirer des conclusions générales.

L'intervenant renvoie également à l'article 46 de la loi sur les faillites, relatif aux contrats en cours.

Cette disposition, dont l'importance n'a pas encore été totalement perçue, permet également d'affirmer et

In latere arresten kan het Hof deze bijkomende stappen eventueel wel zetten, maar het Hof kan dit niet van meet af aan doen.

De heer Verougstraete benadrukt dat er, wat de rechten van de schuldeisers betreft, in de jurisprudence van het Hof sinds 1996 een constante is.

Het Hof is er zich van bewust dat er een insolvencierecht met twee snelheden bestaat: enerzijds dat van de kredietinstellingen en anderzijds dat van de kleine ondernemingen en de individuele handelaars.

Het Hof probeert de twee met elkaar te verzoenen aangezien het hier, ondanks de Europese teksten die dit verschil verklaren, om een zeer vervelende ontwikkeling gaat.

Ook stapt het Hof in deze context af van twee heersende opvattingen die de rechtsleer al jaren huldigt.

Het eerste idee is dat het faillissement van openbare orde is, het tweede is dat er zonder wettekst geen zekerheden zijn.

Het Hof heeft afstand genomen van die twee opvattingen in een arrest van 9 maart 2000, dat door de heer Zenner vermeld is.

De garantiemechanismen die door de economische operatoren zijn gecreëerd, hebben immers tot doel te ontsnappen aan de gelijkheidsregel voor schuldeisers, een begrip dat in het verleden te strikt is geïnterpreteerd.

Het Hof staat dus conventionele mechanismen, waaronder het sale and lease back-principe toe, ondanks het faillissement en samenloopstoestanden.

Na het onduidelijke arrest van 17 april 1996 (het Sart-Tilman-arrest) dat de heer Zenner in herinnering brengt, heeft het Hof beseft dat het vrij veel onrust had gezaaid onder de economische en commerciële operatoren. Dit arrest heeft geen gevolgen gehad.

Datzelfde jaar heeft het Hof de tegenstelbaarheid van «leasing» aanvaard en sindsdien zijn een aantal fiduciaire operaties toegestaan.

Hiertoe diende de tegenstelbaarheid van conventionele preferentiële mechanismen te worden aanvaard.

Sommige arresten, zoals dat van 26 juni 2003 betreffende de schuldvergelijking na een overdracht, lijken een stap terug te gaan.

De context waarin die beslissingen geplaatst moet worden, is echter zo specifiek dat men er geen algemene besluiten mag uit trekken.

Spreker verwijst ook naar artikel 46 van de faillissementswet, dat de lopende contracten behandelt.

Die bepaling, waarvan het belang nog niet helemaal onderkend is, maakt het ook mogelijk de voort-

de protéger la continuation des contrats malgré la faillite, en toutes leurs clauses.

En ce qui concerne le casier judiciaire, l'orateur souligne qu'il a été informatisé séparément des autres systèmes.

La situation en la matière, décrite par un précédent intervenant, est parfaitement exacte.

La demande a été formulée d'intégrer tout le casier judiciaire dans le projet Phénix.

Un désastre informatique s'est produit, et il faut retranscrire les décisions à l'infini.

Il s'agit d'un système qui ne fonctionne pas bien, et qui fait l'objet de nombreuses plaintes.

On peut espérer que ce problème sera réglé d'ici la fin de l'année civile mais, pour l'instant, on cherche selon quelles modalités cela pourra se faire.

M. Mahoux demande si le but est que tous les jugements et arrêts soient communiqués par les greffes et centralisés, et qu'ils soient en même temps communiqués sous forme informatisée aux communes, celles-ci ayant accès au logiciel du ministère de la Justice.

À l'heure actuelle, il existe différents systèmes, manuscrits ou non, et les communes n'ont pas accès aux informations.

M. Verougstraete souligne que des problèmes de transcription se posent déjà après le jugement.

Le transfert des données du casier vers les communes constitue une seconde phase. Celles-ci ne sont d'ailleurs pas les seules instances intéressées. Les services de la jeunesse et les maisons de justice le sont aussi. On recherche donc une solution générale et cohérente pour ces problèmes similaires.

En ce qui concerne l'avant-propos et la structure de Phénix, M. Verougstraete explique que le principe de la séparation des pouvoirs est menacé du fait que les dossiers sont gérés, sur le plan technique, par les fonctionnaires de la Justice. Le système devrait être géré par l'ordre judiciaire. En principe, la ministre de la Justice déposera un projet de loi à ce sujet dans le courant du mois de janvier ou de février. Les dossiers électroniques doivent pouvoir être contrôlés à tout moment par l'ordre judiciaire. La loi doit préserver cette possibilité.

Il a été prévu de placer les fonctionnaires de la justice dans un comité de gestion paritaire, composé pour moitié de fonctionnaires et de techniciens, et pour moitié de magistrats.

En outre, un comité de contrôle, composé exclusivement de magistrats, fixerait, par voie de directive, les droits d'accès au système.

zetting van alle clausules van contracten ondanks een faillissement te bevestigen en te beschermen.

Wat het strafregister betreft, wijst spreker erop dat het afzonderlijk geïnformatiseerd is.

De toestand zoals een vorige spreker heeft geschetst, klopt.

Men heeft gevraagd het hele strafregister in het Phenix-project te integreren.

Dat heeft geleid tot een e-catastrofe, zodat alle beslissingen *ad infinitum* overgeschreven moeten worden.

Het systeem werkt niet naar behoren en heeft tot aanhoudend geklaag geleid.

Laten we hopen dat het probleem tegen het einde van het kalenderjaar opgelost zal zijn, maar momenteel is het nog zoeken naar de juiste aanpak.

De heer Mahoux vraagt of het de bedoeling is dat de griffies al die beslissingen en arresten bezorgen om ze vervolgens te centraliseren, en dat ze tezelfdertijd elektronisch gestuurd worden naar de gemeenten, die toegang hebben tot de server van de minister van Justitie.

Momenteel bestaan er verschillende, al dan niet handgeschreven, systemen, en hebben de gemeenten geen toegang tot de informatie.

De heer Verougstraete wijst erop dat er reeds na het vonnis problemen opduiken met het overschrijven.

De transfer van de gegevens van het strafregister naar de gemeente is de tweede fase. Zij zijn trouwens niet de enige die daarin geïnteresseerd zijn. Het gaat ook om de jeugddiensten en de justitiehuizen. Men zoekt dus naar een algemene en coherente oplossing voor dergelijke problemen.

Met betrekking tot het voorwoord en de structuur van Phenix, legt de heer Verougstraete uit dat het beginsel van de scheiding der machten wordt bedreigd door het feit dat de dossiers op technisch vlak worden beheerd door de ambtenaren van Justitie. Het systeem zou moeten worden beheerd door de rechterlijke orde. In principe zal de minister van Justitie daaromtrent een wetsontwerp indienen in de loop van de maanden januari of februari. De elektronische dossiers moeten op elk moment kunnen worden gecontroleerd door de rechterlijke orde. Dit moet worden gevrijwaard door de wet.

De ambtenaren van Justitie moeten in een paritair beheerscomité ondergebracht worden, dat voor de ene helft zou bestaan uit ambtenaren en technici, en voor de andere helft uit magistraten.

Bovendien moet een controlecomité, dat uitsluitend uit magistraten is samengesteld, door middel van richtlijnen de toegangsrechten tot het systeem vaststellen.

M. Hugo Vandenberghe demande si chaque dossier, en matière pénale ou civile, sera intégralement informatisé.

M. Verougstraete répond que dans une affaire pénale, le procès-verbal initial sera introduit électroniquement dans un format approprié et se verra attribuer un numéro Phénix. Toutes les étapes seront alors enregistrées par voie électronique. Cela suppose une adaptation du Code judiciaire et du Code d'instruction criminelle. Les projets de loi appropriés sont en préparation et devraient être prêts dans le courant du mois de mars.

M. Zenner demande, à propos de l'informatisation des dossiers d'entreprise, et de leur utilisation éventuelle par les services de dépistage, si des problèmes analogues se posent à ce sujet dans les rapports du pouvoir judiciaire avec la Banque-carrefour.

Le président Verougstraete répond que cette dernière est une banque de données gérée exclusivement par les services du premier ministre. La Cour de cassation ne souhaite donc pas que la Banque-carrefour soit impliquée dans le projet Phénix.

Les tribunaux de commerce peuvent prélever à la Banque-carrefour les données dont ils ont besoin pour les enquêtes commerciales, mais cela ne peut être réciproque.

L'article 23 de la loi impose aux greffiers de donner des éléments complémentaires à la Banque-carrefour, mais il n'y aura pas d'interconnection des banques de données.

De même, il n'y aura pas d'interconnection du système informatique de la police fédérale et de Phénix.

Si ce système présente des inconvénients (comme, par exemple, l'impossibilité de suivre les apostilles dans le circuit de la police fédérale), il est nécessaire pour la protection à long terme de la vie privée.

La structure de Phénix consiste donc en un système entièrement autonome, non connecté à d'autres banques de données.

À une question de M. Zenner, l'orateur précise également que l'accès dont bénéficient les services de dépistage au Registre national devrait être aménagé, de même que les relations de ce service avec les pouvoirs régionaux.

M. Coveliers demande si le blocage entre le système de la police fédérale et Phénix est total.

M. Verougstraete répond par l'affirmative. Il existe bien un accord avec la police fédérale qui prévoit que celle-ci fournirait les pièces dans un format que le réseau de Phénix pourrait lire sans qu'il soit nécessaire de les convertir. On peut s'interroger sur la confidentialité des pièces, entre le parquet, la cham-

De heer Hugo Vandenberghe vraagt of elk dossier, strafzaak of burgerlijke zaak, volledig zal worden geïnformatiseerd.

De heer Verougstraete antwoordt dat het initieel proces-verbaal, bij een strafzaak, elektronisch zal binnengaan op een gepast formaat en een Phenix-nummer zal krijgen. Alle stappen worden dan elektronisch opgeslagen. Dit veronderstelt dat het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van strafvordering worden aangepast. De wetsontwerpen terzake zijn in de maak en zouden moeten klaar zijn in de loop van de maand maart.

De heer Zenner vraagt met betrekking tot de informativering van de bedrijfsdossiers en het mogelijke gebruik ervan door de opsporingsdiensten, of er ook problemen van die aard opduiken in de betrekking tussen het gerecht en de Kruispuntbank.

Voorzitter Verougstraete antwoordt dat die databank uitsluitend door de diensten van de eerste minister beheerd wordt. Het Hof van Cassatie wenst dus de Kruispuntbank niet te betrekken bij het Phenix-project.

De rechtbanken van koophandel kunnen bij de Kruispuntbank de nodige gegevens raadplegen voor hun handelsonderzoeken maar het mag niet wederzijds zijn.

Artikel 23 van de wet verplicht de griffies bijkomende gegevens aan de Kruispuntbank te verstrekken maar er komt geen koppeling van de databanken.

Evenmin zullen het computersysteem van de federale politie en dat van Phenix gekoppeld worden.

Dat systeem heeft weliswaar nadelen (bijvoorbeeld de onmogelijkheid om de kantmeldingen in het circuit van de federale politie te volgen), maar het is nodig om de persoonlijke levenssfeer op lange termijn te beschermen.

Phenix is dus een volledig autonoom systeem, dat niet gekoppeld is aan andere databanken.

Op vraag van de heer Zenner voegt spreker eraan toe dat de toegang waarover de opsporingsdiensten van het Rijksregister beschikken, aangepast moet worden. Hetzelfde geldt voor de betrekkingen van die dienst met de gewestelijke overheden.

De heer Coveliers vraagt of de blokkering tussen het systeem van de federale politie en Phenix totaal is.

De heer Verougstraete antwoordt bevestigend. Er is wel een akkoord met de federale politie dat zij de stukken zouden bezorgen in een formaat dat het netwerk van Phenix zou kunnen lezen zonder dat deze moeten worden geconverteerd. De vraag rijst naar de confidentialiteit van de stukken, tussen

bre du conseil et le juge d'instruction. Le parquet peut-il, par exemple, observer en permanence ce que fait le juge d'instruction ?

M. Coveliers s'informe des possibilités de consultation électronique du dossier par la défense.

M. Verougstraete répond que les relations de tiers posent un problème supplémentaire. Il faudra prendre certaines précautions pour que seul l'intéressé lui-même puisse avoir des contacts.

M. Hugo Vandenberghe demande s'il y a suffisamment de moyens financiers pour réaliser le système.

M. Verougstraete répond que 2003 a été une année catastrophique pour Phénix. Des moyens financiers suffisants sont prévus pour 2005. Une difficulté se pose en 2004 du fait de la demande et du lobbying en faveur du maintien et du développement du système. Le système pourrait être lancé en novembre 2004 dans des tribunaux pilotes, entre autres.

Les tribunaux et les parquets de police, ainsi que les tribunaux correctionnels en appel de police, devraient commencer en janvier ou février 2005. Il est nécessaire que le cadre légal permettant la confidentialité soit réglé préalablement. Deux projets de loi devraient être déposés à cet effet.

En ce qui concerne le problème de la récusation, M. Lahousse constate qu'il s'agit d'un véritable fléau, qui retarde considérablement le déroulement des procès. La loi nouvelle constitue incontestablement un progrès, mais on ne pourra réellement enrayer le phénomène qu'en exigeant à chaque fois l'intervention d'un avocat pour la signature et le dépôt d'une requête en récusation.

L'intervenant a présidé, jusqu'il y a peu, la deuxième chambre française et a pu constater qu'à chaque audience se posait un problème de récusation.

Cela a pour conséquence que d'autres affaires, plus urgentes ou plus sérieuses, doivent alors être remises ou traitées plus rapidement, ce qui est intolérable.

M. Verougstraete signale qu'une question délicate est celle du dessaisissement des juges qui ont tardé plus de six mois à rendre leur jugement. Il s'agit généralement de juges qui souffrent d'une dépression nerveuse.

Certaines cours d'appel ont tenté de remédier à ces situations, qui donnent une image désastreuse de la justice, en procédant à une réouverture des débats avec un autre magistrat, mais il ne s'agit pas là d'une véritable solution.

parket, raadkamer en onderzoeksrechter. Kan het parket permanent bekijken wat de onderzoeksrechter doet, bijvoorbeeld ?

De heer Coveliers vraagt naar de mogelijkheden van elektronische consultatie van het dossier door de verdediging.

De heer Verougstraete antwoordt dat de relaties van derden een bijkomend probleem stellen. Bepaalde voorzorgen zullen moeten worden genomen zodat alleen de betrokkenen zelf contacten kan hebben.

De heer Hugo Vandenberghe vraagt of er voldoende financiële middelen zijn om het systeem te realiseren.

De heer Verougstraete antwoordt dat 2003 een rampjaar was voor Phenix. Er worden voldoende financiële middelen voorzien voor 2005. In 2004 rijst er een moeilijkheid door de vraag en lobbying om de bestaande systemen te behouden en verder te ontwikkelen. In november 2004 zou het systeem moeten kunnen worden opgestart met testrechtbanken en dergelijke.

De politierechtbanken en -parketten, alsook de correctionele rechtbank als beroepsinstantie tegen de vonnissen van de politierechtbank, zouden in januari of februari 2005 van start moeten gaan. Eerst moet de confidentialiteit wettelijk geregeld worden. Daartoe moeten twee wetsvoorstellingen ingediend worden.

Wat de wraking betreft, stelt de heer Lahousse vast dat ze een ware plaag is die het goede verloop van een proces aanzienlijk belemmert. De nieuwe wet is in dat opzicht zeker een verbetering, maar het verschijnsel kan pas werkelijk onder controle gehouden worden door telkens opnieuw het optreden van een advocaat te eisen voor de ondertekening en de indiening van een vordering tot wraking.

Spreker was tot voor kort voorzitter van de Franse afdeling van de tweede kamer en heeft kunnen vaststellen dat er bij iedere zitting een probleem met wraking was.

Dat heeft tot gevolg dat er andere, dringender of ernstiger zaken uitgesteld of sneller behandeld moeten worden, wat onduldbaar is.

De heer Verougstraete wijst op een netelig probleem, namelijk de onttrekking van zaken aan de rechters die de uitspraak meer dan zes maanden laten aanslepen. Gewoonlijk gaat het om rechters die een zenuwinzinking hebben.

Sommige hoven van beroep hebben geprobeerd om die situaties, waardoor justitie een modderfiguur slaat, recht te trekken door de debatten te heropenen met een andere magistraat, maar dat is geen goede oplossing.

Il faudrait créer une procédure de dessaisissement très rapide (après six mois) et d'attribution à un autre juge.

L'intervenant signale également que le fait d'exiger, pour la récusation, l'intervention d'un avocat ayant plus de dix ans de barreau, risque de créer une discrimination. Un recours devant la Cour d'arbitrage est annoncé contre cette disposition de la loi-programme, ce qui serait fâcheux dans la perspective du procès Dutroux.

En vue de ce dernier procès, on essaie de faire connaître au public la structure d'un procès d'assises.

La ministre de la Justice a eu l'idée de créer un website spécial sur le procès d'Arlon.

Le pouvoir judiciaire, et notamment le parquet général de Liège, collabore à cette initiative, pour fournir au public des informations correctes sur le plan juridique.

Après plusieurs essais, ce site devrait démarrer dans une quinzaine de jours.

Une question délicate était de savoir s'il se situerait dans le cadre du pouvoir judiciaire ou du SPF Justice.

Vu la nécessité de trouver un équilibre sur ce point, le site sera présenté dans les deux.

Le pouvoir judiciaire espère que la consultation de son site relatif au procès Dutroux sera pour le citoyen l'occasion de s'intéresser de façon plus générale à la structure et au fonctionnement du pouvoir judiciaire.

M. du Jardin constate que la plupart des questions posées relèvent, non du droit matériel, mais du droit procédural (organisation judiciaire et règles de procédure).

S'agissant du droit procédural en matière disciplinaire, l'intervenant note qu'une étude préparatoire à une mercuriale prononcée il y a environ trois ans lui a permis de constater que bon nombre de règles étaient inexistantes dans certains ordres.

Ceci rejoint le problème de l'insécurité juridique dont a parlé M. Zenner. Cette insécurité ressortait de façon frappante de l'analyse du droit jurisprudentiel en matière disciplinaire, faite par l'orateur.

Un droit procédural est donc nécessaire en matière disciplinaire. La mercuriale de l'intervenant peut servir de point de départ et on pourrait en distiller des règles communes pour les différentes professions.

Quant à la problématique de l'occupation des prisons dans le cadre de la détention préventive, l'intervenant estime qu'une bonne loi sur la détention préventive n'est pas possible. L'on est confronté à une

Er zou een zeer snelle onttrekingsprocedure moeten komen (na zes maanden), waarbij de zaak aan een andere rechter wordt toegewezen.

Spreker meldt eveneens dat het feit dat er voor de wraking een advocaat wordt gevraagd met meer dan tien jaar ervaring bij de balie tot discriminatie kan leiden. Er wordt een beroep bij het Arbitragehof aangekondigd tegen die bepaling van de programmawet, wat met het oog op het proces-Dutroux een tegenvaller zou kunnen zijn.

Gepoogd wordt het publiek, met het oog op dat proces, vertrouwd te maken met de structuur van een assisenzaak.

De minister van Justitie heeft het idee gehad om een bijzondere website in te richten in verband met het proces in Aarlen.

De rechterlijke macht en meer in het bijzonder het parket-generaal van Luik werkt mee aan dat initiatief om het publiek correcte informatie te verstrekken op het juridische vlak.

Na verschillende proeven zou de site binnen een tweetal weken op gang kunnen komen.

Een heet hangijzer was of de site ingebed werd in de rechterlijke macht of in de FOD Justitie.

Aangezien het nodig was hier een bepaald evenwicht te creëren, zal de site uitgaan van de twee structuren.

De rechterlijke macht hoopt dat het raadplegen van de site in verband met het proces-Dutroux de burgers de gelegenheid zal bieden om zich te verdiepen in de structuur en de werking van het rechterlijke macht.

De heer du Jardin stelt vast dat de meeste vragen niet met het materiële recht te maken hebben maar met het formele recht (gerechtelijke organisatie en procedureregels).

Wat betreft het procesrecht in tuchtzaken, stipt spreker aan dat een studie met het oog op een rede een drietal jaren geleden hem tot het besef bracht dat tal van regelen in bepaalde orden onbestaand waren.

Dat brengt ons terug bij het probleem van de rechtsonzekerheid waar de heer Zenner het al over had. Die onzekerheid is op frappante wijze gebleken uit een door de spreker gemaakte analyse van het jurisprudentiële recht in tuchtzaken.

Er is dus een nood aan een procesrecht in tuchtzaken. De rede van spreker kan als uitgangspunt dienen, waaruit gemeenschappelijke regelen kunnen worden gedistilleerd voor de verschillende beroepen.

Met betrekking tot de problematiek van de gevangenisbezetting wegens de voorlopige hechtenis, meent spreker dat een goede wet over de voorlopige hechtenis niet mogelijk is. Men wordt immers geconfron-

situation d'urgence et à des problèmes incompatibles : d'une part, les nécessités de l'enquête et le caractère secret de celle-ci et, d'autre part, la présomption d'innocence. En fait, le problème n'est ni juridique ni législatif, il est criminologique. Si l'on ne donne pas au juge d'instruction les moyens nécessaires pour traiter les affaires avec la rapidité requise, la détention préventive durera de plus en plus longtemps.

L'intervenant déclare qu'il n'est pas partisan de la création d'un juge des libertés. En effet, qui mieux qu'un juge d'instruction connaît l'inculpé qui doit être placé sous mandat d'arrêt ? Il ne faut pas calquer notre système sur le système français, car celui-ci est différent du nôtre. En Belgique, le contrôle de la détention préventive échoit à la chambre du conseil et à la chambre des mises en accusation.

En ce qui concerne ce dernier point relatif au juge des libertés, M. Hugo Vandenberghe renvoie à l'affaire Hauscield, où la demande de mise en liberté provisoire ou de complément d'enquête a été rejetée 115 fois. La possibilité de saisir la chambre du conseil apporte donc quand même une certaine plus-value.

M. Coveliers estime que l'on peut affirmer, à l'inverse, qu'en ce qui concerne l'opportunité d'une mesure privative de liberté, il existe également un risque de se laisser influencer, si le juge d'instruction qui dirige l'enquête connaît trop bien l'affaire.

Par ailleurs, un contrôle est exercé par un collègue de la chambre du conseil. Il faudrait un débat sur la place matérielle du ministère public et du juge d'instruction à la chambre du conseil.

M. du Jardin observe, à l'attention de Mme Nyssens, que ses questions soulèvent des problèmes organiques, qui se situent à des niveaux très différents : statut des référendaires, secrétariat du premier président, ...

Ainsi, le premier président de la Cour n'a pas de secrétaire. C'est le greffier en chef qui lui fait «don» d'un greffier et de deux adjoints pour son secrétariat.

De telles questions, apparemment dérisoires, revêtent une grande importance sur le plan pratique.

En ce qui concerne la création d'un office d'évaluation des lois, qui est effectivement très importante, le législateur dispose de toutes les données pour réaliser la chose.

L'orateur émet le souhait que le pouvoir judiciaire soit informé à temps pour pouvoir apporter son éclairage sur la base de la pratique qu'il a vécue. Il se réfère à cet égard à son expérience à propos de l'implémentation de la jurisprudence strasbourgeoise dans le fonctionnement de la Cour de cassation.

À l'époque, c'est par un contact direct avec la commission de la Justice de la Chambre que les choses ont pu évoluer.

teerd met een noodtoestand en met onverenigbare problemen, enerzijds de noden van het onderzoek en het geheim karakter van het onderzoek en anderzijds het vermoeden van onschuld. Het probleem is eigenlijk niet juridisch of wetgevend, maar wel criminologisch. Als men de onderzoeksrechter niet de nodige middelen verschafte om de zaken met de vereiste snelheid te behandelen, zal de voorlopige hechtenis steeds langer aanslepen.

Spreker verklaart zich geen voorstander van een «juge des libertés». Wie beter immers dan de onderzoeksrechter kent de beklaagde die onder aanhoudingsbevel moet worden geplaatst ? Men mag het systeem niet spiegelen aan het Franse, aangezien dit verschillend is van het onze. In België bestaat de raadkamer en de kamer van inbeschuldigingstelling ter controle van de voorlopige hechtenis.

Wat betreft dit laatste punt met betrekking tot de rechter van de vrijheden, verwijst de heer Hugo Vandenberghe naar de zaak-Hauscield, waar het verzoek tot voorlopige invrijheidessetting of bijkomend onderzoek 115 maal afgewezen werd. De mogelijkheid om naar de raadkamer te stappen brengt dan toch een zekere meerwaarde.

De heer Coveliers meent dat men ook andersom kan stellen dat er, met betrekking tot de beoordeling over het al dan niet afnemen van de vrijheid, ook een risico van beïnvloeding bestaat, als de onderzoeksrechter die het onderzoek leidt de zaak te goed kent.

Verder is er nadien een controle door een collega in de raadkamer. Er zou een debat moeten worden gevoerd over de materiële plaats van het openbaar ministerie en de onderzoeksrechter in de raadkamer.

De heer du Jardin wijst mevrouw Nyssens erop dat haar vragen een aantal zeer uiteenlopende organische problemen aansnijden : het statuut van de referendarissen, het secretariaat van de eerste voorzitter, ...

De eerste voorzitter van het Hof heeft geen secretaris. De hoofdgriffier heeft hem een griffier en twee adjuncten «afgestaan» voor zijn secretariaat.

Dat soort futiliteiten is op praktisch vlak heel gewichtig.

Met betrekking tot de inderdaad zeer belangrijke kwestie van de oprichting van een dienst wetsevaluatie, beschikt de wetgever over alle informatie om dat uit te voeren.

Spreker hoopt dat de gerechtelijke macht tijdig op de hoogte zal worden gebracht zodat zij al haar ervaringen mee kan delen. In dat verband verwijst hij naar de ervaring die hij heeft met de aanpassing van de werking van het Hof van Cassatie aan de jurisprudentie van het EHRM.

Toen is er rechtstreeks samengewerkt met de Kamercommissie voor de Justitie.

M. Zenner déclare avoir, à ce sujet, une vision quelque peu différente de celle de Mme Nyssens. Il suggère que cette question fasse l'objet d'une réunion distincte.

M. Hugo Vandenberghe renvoie à une proposition qu'il avait déposée lors de la précédente législature, et qui visait à organiser les contacts avec la Cour de cassation et le Conseil d'État.

Cette proposition de loi, votée au Sénat, n'a pas été adoptée à la Chambre. L'intervenant l'a redéposée.

De son côté, M. Bacquelaine a également déposé à la Chambre une proposition de loi sur le sujet. Il n'y a donc pas d'accord entre les deux assemblées.

L'intervenant estime que sur ce point, le Sénat pourrait parfaitement jouer son rôle de législateur, puisqu'en cette matière, les deux Chambres ont les mêmes pouvoirs, en vertu de l'article 77.

Il faudra éventuellement institutionnaliser la démarche suivie par le procureur général dans le rapport, en signalant les problèmes qui subsistent.

À propos des référendaires, M. Lahousse souligne qu'ils ont été soumis à des critères de sélection extrêmement sévères et qu'ils font un travail scientifique fort important.

Il s'agit souvent de jeunes très doués, qui aident la Cour, et grâce auxquels une partie de l'arrière de celle-ci a pu être résorbé.

Or, ils ne sont pas suffisamment encouragés dans la suite de leur carrière, où ils doivent passer de nouveaux examens, alors qu'ils en ont déjà réussi de beaucoup plus difficiles.

Il conviendrait de faciliter leur accès à la magistrature.

M. Hugo Vandenberghe renvoie aux propositions de loi qu'il a déjà déposées par deux fois en la matière. Il est possible de remettre ce point à l'ordre du jour. Il trouve discriminatoire que les collaborateurs du Conseil d'État et de la Cour d'arbitrage ne doivent pas se soumettre à un examen d'accès à la magistrature, alors que les référendaires près la Cour de cassation doivent le faire.

Quant au fait de savoir si la Cour ne subit pas une sorte d'effet centrifuge au niveau des cultures présentes dans notre pays, M. du Jardin a examiné cette question voici deux ans, lors de sa mercuriale relative à l'effet des audiences plénières de la Cour.

Il a constaté que le droit avait évolué sur des points importants, grâce au fait que Flamands et Wallons avaient statué ensemble.

La presse en a fait très peu écho, à l'exception du journal *Métro* !

De heer Zenner is het hierover niet helemaal eens met mevrouw Nyssens. Hij stelt voor dat over die kwestie een afzonderlijke vergadering wordt gehouden.

De heer Vandenberghe verwijst naar een voorstel dat hij tijdens de vorige zittingsperiode heeft ingediend en dat ertoe strekte de contacten met het Hof van Cassatie en de Raad van State te organiseren.

Dat wetsvoorstel was goedgekeurd in de Senaat maar is verworpen in de Kamer. Spreker heeft het opnieuw ingediend.

De heer Bacquelaine heeft in de Kamer daarover ook een wetsvoorstel ingediend. De beide assemblees zijn het op dat punt dus niet eens.

Aangezien beide Kamers op basis van artikel 77 van de Grondwet in die materie gelijk bevoegd zijn, meent spreker dat de Senaat zijn wetgevende rol hier ten volle kan spelen.

Misschien moet de aanpak van de procureur-generaal in het verslag, namelijk het signaleren van hardnekkige problemen, geïnstitutionaliseerd worden.

De heer Lahousse benadrukt dat met betrekking tot de referendarissen zeer strenge selectiecriteria worden gehanteerd en dat zij heel belangrijk wetenschappelijk werk verrichten.

Het zijn vaak heel begaafde jonge mensen, die het Hof helpen en die ervoor zorgen dat een deel van de gerechtelijke achterstand wordt weggewerkt.

Zij worden niet voldoende aangemoedigd met betrekking tot het verdere verloop van hun carrière. Zij moeten opnieuw examens afleggen terwijl zij al geslaagd zijn voor veel moeilijkere examens.

Zij moeten makkelijker toegang krijgen tot de magistratuur.

De heer Hugo Vandenberghe verwijst naar de wetsvoorstellen die hij terzake in het verleden tot twee maal toe heeft ingediend. Dit punt kan opnieuw aan de orde worden gesteld. Het lijkt spreker discriminerend dat de medewerkers van de Raad van State en het Arbitragehof geen toegangsexamen tot de magistratuur moeten afleggen en de referendarissen bij het Hof van Cassatie wel.

De vraag of de aanwezigheid van verschillende culturen in dit land niet een soort van centrifugaal effect heeft op het Hof, is door de heer du Jardin twee jaar geleden al onderzocht in zijn mercuriale over de invloed van de plenaire terechtingen van het Hof.

Hij stelde daarbij vast dat het recht op belangrijke punten verder ontwikkeld is, juist omdat Vlamingen en Walen samen uitspraak deden.

Behalve het dagblad *Metro* heeft de pers daar weinig aandacht aan besteed.

Mme Van dermeersch demande si la Cour est consciente du problème de communication qui existe avec la société, du point de vue de l'intelligibilité. Le langage employé dans les arrêts est archaïque, alors que les principes qui y sont exprimés devraient précisément être formulés avec un maximum de clarté. Dans quelle mesure la Cour s'efforce-t-elle de combler le fossé qui la sépare de la société qui évolue ?

M. Verougstraete admet que les arrêts de la Cour ne soient pas toujours faciles à comprendre. On constate toutefois une amélioration en ce qui concerne le langage employé, en tout cas du côté néerlandophone. Évidemment, cette évolution est lente.

L'intervenant est conscient du fait qu'il faut s'atteler à résoudre ce problème de communication. Depuis deux ou trois ans, on indique aussi les motifs des motifs. On cherche aussi de nouvelles formes de présentation des arrêts. Il y a donc clairement des améliorations, ce que corrobore le nombre croissant de visiteurs du site web.

La question se pose de savoir à qui la communication doit s'adresser principalement. D'abord aux autres juges, dont les arrêts sont censurés ou rectifiés par la Cour. Sur ce plan, la communication a clairement été améliorée. Il est à noter que le nombre de cassations des cinq cours d'appel et des tribunaux du travail sont sensiblement identiques.

Il n'y a donc pas de divergences sensibles dans la compréhension du message de la Cour de cassation, selon les cours d'appel et les cours du travail.

Les chiffres à ce sujet étant à jour au 31 décembre 2003, ils seront joints au rapport que la Cour prépare pour le 30 avril 2004.

Il demeure que la précédente intervenante a raison. Ainsi, larrêt «Sart-Tilman», auquel il a déjà été fait référence, est difficilement compréhensible.

M. Lahousse déclare, à propos du système actuel du barreau de cassation, qu'il ne faut pas oublier le rôle de filtre que joue ce barreau. Ce rôle est essentiel, non seulement pour éviter la surcharge de la Cour et veiller à son bon fonctionnement, mais aussi pour le citoyen, en évitant à celui-ci des dépenses inutiles et de faux espoirs par rapport à des affaires qui n'ont aucune chance d'aboutir.

En matière civile, où l'avocat de cassation intervient, 40% des affaires aboutissent à une cassation.

Au pénal, où cette intervention n'est pas requise, moins de 9% des affaires donnent lieu à une cassation.

M. Mahoux répond que cette différence entre domaine civil et matière pénale ne signifie pas nécessairement que le système est correct.

Celui-ci reste avant tout, selon lui, un système de caste.

Mevrouw Van dermeersch vraagt of het Hof zich bewust is van het bestaande communicatieprobleem met de maatschappij, van het probleem van hun verstaanbaarheid. Het taalgebruik in de arresten is archaïsch, terwijl de erin verwoorde principes juist extra duidelijk zouden moeten worden geformuleerd. In hoeverre doet het Hof moeite om de kloof met de dynamische maatschappij te dichten ?

De heer Verougstraete kan begrijpen dat de arresten van het Hof niet altijd vlot verstaanbaar zijn. Er is wel verbetering zichtbaar wat betreft het taalgebruik, zeker aan Nederlandstalige kant. Uiteraard gaat dit slechts traag vooruit.

Spreker is zich bewust van het feit dat dit communicatieprobleem moet worden aangepakt. Sinds twee of drie jaar worden ook de redenen van de redenen aangegeven (les motifs des motifs). Er wordt ook gezocht naar nieuwe vormen van presentatie van de arresten. Er is dus duidelijke verbetering. Dit merkt men ook aan het stijgend aantal bezoekers op de website.

De vraag rijst op wie de communicatie zich vooral moet richten. Vooreerst op de andere rechters wiens arresten door het Hof worden gecensureerd en verbeterd. Op dit vlak is de communicatie duidelijk beter. Het is opvallend dat het aantal cassaties van de vijf hoven van beroep en arbeidshoven quasi identiek is.

De hoven van beroep en de arbeidshoven begrijpen de boodschap van het Hof van Cassatie dus *grossum modo* op dezelfde wijze.

De cijfers daarover zijn bijgewerkt tot 31 december 2003 en zullen bij het verslag worden gevoegd dat het Hof tegen 30 april 2004 voorbereidt.

Niettemin heeft vorige spreekster gelijk. Zo is het arrest «Sart-Tilman», waarnaar reeds werd verwzen, moeilijk te begrijpen.

De heer Lahousse verklaart over het huidige systeem van de balie bij cassatie, dat men niet mag vergeten dat die balie eenselecterende rol heeft. Die rol is van essentieel belang, om overbelasting van het Hof te voorkomen en op de goede werking ervan toe te zien, maar ook voor de burger, door hem overbodige uitgaven en valse hoop te besparen voor zaken die geen enkele kans op welslagen hebben.

In burgerrechtelijke zaken, waarin de advocaat bij het hof van cassatie optreedt, komt het in 40% van de zaken tot een cassatie.

In strafrechtelijke zaken, waar dat optreden niet vereist is, komt het in minder dan 9% tot cassatie.

De heer Mahoux antwoordt dat het verschil tussen burgerrechtelijke en strafrechtelijke zaken niet hoeft te betekenen dat het systeem correct is.

Volgens hem blijft het voor alles een kastesysteem.

L'intervenant peut s'accorder sur l'idée qu'il faut éviter à la Cour une surcharge, et au contribuable des dépenses inutiles, mais il pense que l'on pourrait trouver un autre système que celui consistant à réserver à vingt personnes, ou plus exactement à vingt bureaux d'avocats, le monopole de la plaidorie en cassation, avec les répercussions que cela suppose, notamment, sur le niveau des honoraires.

M. Coveliers souligne que la cassation n'est pas une troisième instance. C'est la raison pour laquelle le ministère public y occupe une place spécifique. Dans le débat sur le fait d'autoriser ou non les avocats à la Cour de cassation à traiter d'autres affaires, l'intervenant souligne que les seules affaires traitées en cassation ne seraient pas suffisamment lucratives. Pour la sécurité juridique, l'intervenant estime opportun d'avoir en cassation, dans les affaires pénales, à côté du pénaliste, un avocat de cassation.

M. Verougstraete est conscient du fait qu'une vingtaine d'avocats (cabinets) de cassation est un nombre peu élevé. La Cour ne verrait dès lors pas certains assouplissements d'un mauvais œil. Elle est favorable aussi à la proposition de loi de M. Coveliers sur l'âge de la retraite des avocats à la Cour. Cela porterait leur nombre à 35 environ.

L'orateur ajoute qu'en raison de leur monopole, les avocats de cassation travaillent selon un système barémisé, à environ la moitié de leur tarif habituel.

Un autre élément important est l'assistance judiciaire gratuite assurée par les avocats de cassation, qui est octroyée dans environ 150 affaires civiles par an.

Si l'on change de système, cette assistance devra être financée.

La Cour prépare une note relative à l'avenir du barreau de cassation, qui sera prochainement remise à la ministre. Cette note opte pour l'existence d'un filtre, tout en admettant des accommodements pour ouvrir le barreau de cassation de façon plus large.

Il est vrai que ce sont des bureaux d'avocats qui font ce travail, car un avocat individuel aurait beaucoup de mal à maîtriser toutes les matières.

C'est pour eux une plus-value, mais ils doivent alors faire le sacrifice de barémiser le système.

L'équilibre qui a été trouvé n'est pas parfait, et c'est pourquoi on cherche une solution d'ouverture, sans pour autant abandonner le système du barreau de cassation, qui a beaucoup d'avantages du point de vue de l'approche déontologique et du sens du devoir dont font preuve les avocats spécialisés en la matière.

Spreker kan het ermee eens zijn dat men overbelasting van het Hof en nutteloze uitgaven voor de belastingplichtige moet voorkomen, maar hij denkt dat men een ander systeem kan vinden dan het monopolie van het pleiten in cassatie voor te behouden aan twintig personen, of juister aan twintig advocatenkantoren, met alle gevolgen van dien wat het peil van de *honoraria* betreft.

De heer Coveliers onderlijnt dat cassatie geen derde instantie is. Daarom is er ook een specifieke plaats aan het openbaar ministerie toegewezen in cassatie. In het debat over het feit of de advocaten bij het Hof van Cassatie al dan niet ook andere zaken kunnen behandelen, wijst spreker op het feit dat enkel de zaken in cassatie niet voldoende renderend zouden zijn. Voor de rechtszekerheid lijkt het spreker aangezeten in cassatie, in strafzaken, naast de strafpleiter, ook een advocaat in cassatie te hebben.

De heer Verougstraete is zich bewust van het feit dat twintig advocaten (kantoren) voor cassatie slechts een gering aantal vormt. Het Hof is dan ook niet gekant tegen bepaalde versoepelingen. Het Hof heeft ook een gunstig oordeel tegenover het wetsvoorstel van de heer Coveliers in verband met de pensioenleeftijd van de advocaten bij het Hof. Dit zou het aantal advocaten verruimen tot ongeveer 35.

Spreker voegt eraan toe dat de advocaten bij het Hof van Cassatie, wegens hun monopolie in een schaalsysteem werken, tegen ongeveer de helft van hun normaal tarief.

Een ander belangrijk gegeven is de kosteloze gerechtsbijstand die de advocaten bij het Hof van Cassatie verstrekken in ongeveer 150 burgerrechtelijke zaken per jaar.

Wanneer van systeem veranderd wordt, zal die bijstand moeten worden gefinancierd.

Het Hof bereidt een nota voor over de toekomst van de balie bij het Hof van Cassatie, die binnenkort aan de minister zal worden bezorgd. Die nota geeft de voorkeur aan het bestaan van een selectie, met een regeling om de balie bij Cassatie voor meer advocaten open te stellen.

Het klopt dat zulk werk door advocatenkantoren wordt gedaan want een individuele advocaat zou het heel moeilijk hebben om alle materies te beheersen.

Voor hen is het een meerwaarde maar dan moeten ze toestaan dat het systeem in een schaal wordt gegoten.

Het gevonden evenwicht is niet perfect en daarom zoekt men een oplossing in een openstelling zonder daarom het systeem van de balie van Cassatie op te geven. Het biedt immers wat betreft de deontologische aanpak en het plichtsbewustzijn van de gespecialiseerde advocaten heel wat voordelen.

M. Zenner déclare comprendre la préoccupation de M. Mahoux, mais pense qu'il vient d'y être répondu.

La solution envisagée représenterait presque un dédoublement du nombre d'avocats à la Cour de cassation.

L'intervenant souligne en outre que le travail de cassation constitue une technique tout à fait particulière, qui n'a rien à voir avec le travail courant de l'avocat.

À titre personnel, l'intervenant déclare que, même s'il pouvait rédiger des pourvois dans des matières qu'il connaît, il ne prendrait pas le risque de le faire, estimant qu'il engagerait sa responsabilité vis-à-vis du client.

Dans les affaires de principe importantes, il arrive même qu'un avocat de cassation soit sollicité dès le niveau de l'appel.

Enfin, l'intervenant trouve que les honoraires des avocats de cassation sont en moyenne très modérés par rapport à d'autres spécialistes.

M. Mahoux fait observer que le niveau de leurs honoraires dans les affaires qui ne relèvent pas de la Cour de cassation est néanmoins influencé par le fait qu'ils peuvent plaider devant cette Cour.

Si l'on admet la spécificité du travail de cassation, pourquoi ne pas demander aux avocats spécialisés en cette matière de se limiter à ce seul domaine ?

M. Verougstraete répond que la matière civile représente un millier d'affaires par an. Réparties entre vingt avocats, cela représente cinquante affaires par an et par avocat, ce qui est insuffisant pour rentabiliser une carrière de haut niveau.

M. Mahoux observe qu'il ne s'agit donc pas seulement d'un débat d'idées, mais que des considérations plus triviales entrent en ligne de compte.

Mme Defraigne se rallie à l'idée que le métier d'avocat à la Cour de cassation est en quelque sorte un autre métier que celui des autres avocats.

Tout au plus ceux-ci peuvent-ils avoir le sentiment ou l'impression que, sur un tel ou un tel point d'une décision, un pourvoi peut être tenté, mais la prudence commande de faire appel à un avocat de cassation, pour un avis plus autorisé.

L'intervenante, elle non plus, ne prendrait pas le risque de recommander un pourvoi, ni de décourager un client d'en introduire un.

Elle se demande, à propos de l'assistance judiciaire, à quel moment celle-ci est octroyée : dès la demande d'avis sur l'introduction d'un pourvoi (le coût de cet

De heer Zenner verklaart de bezorgdheid van de heer Mahoux te delen maar denkt dat daar zonet een antwoord op is gegeven.

De voorgestelde oplossing brengt bijna een verdubbeling van het aantal advocaten bij het Hof van Cassatie met zich.

Bovendien onderstreept spreker dat het werk voor cassatie een zeer speciale techniek vergt, die niets te maken heeft met het normale werk van een advocaat.

Spreker verklaart dat hij persoonlijk, indien hij de kans kreeg voorzieningen op te stellen in materies die hij kent, het risico niet zou nemen om dat te doen omdat hij meent dat hij zo zijn verantwoordelijkheid tegenover de cliënt op het spel zet.

In belangrijke principiële zaken gebeurt het zelfs dat reeds een advocaat bij cassatie wordt aangesproken wanneer men in beroep gaat.

Tot slot vindt spreker dat de erelonen van de advocaten bij cassatie gemiddeld heel matig zijn in vergelijking met wat andere specialisten vragen.

De heer Mahoux wijst erop dat het peil van hun erelonen in zaken die niet voor het Hof van Cassatie kunnen komen toch wordt beïnvloed door het feit dat ze voor dat Hof mogen pleiten.

Waarom vraagt men de op dat gebied gespecialiseerde advocaten niet om zich daartoe te beperken als men het erover eens is dat het werk voor cassatie zo specifiek is ?

De heer Verougstraete antwoordt dat de burgerrechtelijke materie goed is voor een duizendtal zaken per jaar. Verdeeld over 20 advocaten, is dat 50 zaken per jaar en per advocaat, wat onvoldoende is om een loopbaan op hoog niveau rendabel te maken.

De heer Mahoux merkt op dat het dus niet alleen om een ideeëndebat gaat maar dat er ook trivialer overwegingen in het spel zijn.

Mevrouw Defraigne sluit zich aan bij het idee dat het beroep van advocaat bij het Hof van Cassatie in zekere zin verschilt van dat van de andere advocaten.

Deze laatsten kunnen hoogstens het gevoel of de indruk hebben dat over dit of geen punt van een beslissing een voorziening mogelijk is. De voorzichtigheid gebiedt evenwel om voor een gezagvoller advies een beroep te doen op een advocaat bij cassatie.

Spreekster zou evenmin het risico nemen een voorziening aan te bevelen of een cliënt af te raden er een in te dienen.

Wat de rechtsbijstand betreft, vraagt ze zich af op welk tijdstip hij wordt toegekend: zodra het advies over de indiening van een voorziening wordt

avis serait de l'ordre de 1 500 à 2 000 euros), ou une fois la procédure engagée ?

MM. Lahousse et Verougstraete répondent que lorsqu'un justiciable souhaite introduire un pourvoi en cassation mais n'en a pas les moyens, un avis est demandé à un avocat de cassation qui fait une étude très approfondie sur les chances de ce pourvoi.

L'assistance judiciaire est donnée au stade de l'avis, avant l'introduction du pourvoi. Il suffit d'envoyer une lettre, et le bureau d'assistance judiciaire désigne un avocat.

Lorsque l'avis est négatif, la Cour le suit généralement et n'octroie pas l'assistance judiciaire pour la suite de la procédure.

M. Zenner déclare qu'en ce qui concerne le rôle de filtre à jouer par les avocats, il lui semble que la capacité de résistance des avocats face à leurs clients est moins grande qu'auparavant, d'où beaucoup de déceptions.

Cela participe à une sorte de fantasme d'accès à la justice, alors que, dans l'intérêt même des justiciables, cet accès devrait être refrené.

En effet, on transforme un appareil destiné à assurer un certain ordre social en un appareil qui doit recueillir tous les griefs, et se mue pratiquement en psychothérapeute collectif.

Cette évolution mériterait une réflexion approfondie.

M. Hugo Vandenberghe constate que la discussion sur le rôle des avocats à la Cour de cassation resurgit à chaque législature. On peut avancer toutes sortes d'arguments pour ou contre. On peut notamment dire que dans d'autres cours spécialisées, comme la Cour européenne des droits de l'homme ou la Cour européenne de justice, on n'a pas non plus installé de barreau spécifique.

L'intervenant souligne que la Cour juge en droit et jamais en fait. La distinction est passablement ardue à faire et c'est d'elle que découle la recevabilité ou non du moyen. La Cour européenne des droits de l'homme n'est pas davantage une quatrième instance, mais la distinction entre le jugement en droit et en fait y est envisagée de manière plus souple. Comme tout le monde peut plaider dans cette cour, il s'ensuit un arriéré considérable dans le traitement des dossiers (62 000 affaires en quatre ans). Il faut donc se garder de sous-estimer le rôle de filtre que jouent les avocats à la Cour de cassation. En revanche, l'intervenant est opposé au fait que les avocats près la Cour de cassa-

gevraagd (dat advies kost 1 500 à 2 000 euro) of eens de procedure wordt ingeleid ?

De heren Lahousse en Verougstraete antwoorden dat wanneer een rechtzoekende een voorziening in cassatie wil indienen maar daartoe de middelen niet heeft, er een advies wordt gevraagd aan een advocaat bij cassatie, die een zeer diepgaande studie maakt van de kansen van die voorziening.

De rechtsbijstand wordt in het stadium van het advies gegeven, nog vóór de voorziening wordt ingediend. Het volstaat een brief te verzenden en het bureau voor rechtsbijstand wijst een advocaat aan.

Wanneer het advies negatief is, volgt het Hof dat meestal en kent het voor het vervolg van de procedure geen rechtsbijstand toe.

De heer Zenner verklaart over de bufferrol die de advocaten hebben, dat het hem voorkomt dat de advocaten minder kunnen ingaan tegen hun cliënten dan in het verleden, wat tot heel wat ontgoochelingen leidt.

Het maakt deel uit van een soort droombeeld van een toegankelijke justitie, terwijl de toegang tot justitie precies in het belang van de rechtzoekenden moet worden ingetoomd.

Men vormt een apparaat dat voor een bepaalde maatschappelijke orde moet zorgen, immers om tot een soort klaagmuur die als collectieve psychotherapie functioneert.

Over die ontwikkeling moet maar eens gerefleecteerd worden.

De heer Hugo Vandenberghe wijst erop dat de discussie over de rol van de advocaten bij het Hof van Cassatie in elke legislatuur terug de kop opsteekt. Men kan allerlei argumenten voor of tegen naar voor brengen. Zo kan men ook stellen dat in andere gespecialiseerde hoven, zoals het Europees Hof voor de rechten van de mens of het Europees Hof van justitie, ook geen specifieke balie is ingesteld.

Spreker onderlijnt dat het Hof in rechte oordeelt en nooit in feite. Het maken van het onderscheid is zeer ingewikkeld en leidt tot de al niet ontvankelijkheid van het middel. Het Europees Hof mensenrechten is ook geen vierde instantie, maar daar is er een soepeler aanpak van het onderscheid in rechte en in feite. In dit hof kan iedereen pleiten, met als gevolg dat er een enorme achterstand is in de behandeling van de zaken (62 000 zaken in vier jaar tijd). De filterrol van de advocaten bij het Hof van Cassatie valt dus niet te onderschatten. Spreker heeft wel bezwaar tegen het feit dat de advocaten bij het Hof van Cassatie zich onderling gaan associëren. Dit kan niet gelet op het

tion puissent s'associer, en raison du monopole qui est le leur. Une association réduirait encore le libre choix du citoyen.

D'un autre côté, l'intervenant sait pertinemment que les affaires traitées en cassation ne sont pas suffisamment lucratives. Il n'est pas rare que le service «cassation» d'un cabinet soit même déficitaire.

M. Verougstraete souligne qu'il existe une règle non écrite selon laquelle les associations de plus de deux avocats ne sont pas autorisées à la Cour de cassation. Cela signifie donc que l'on pourrait se trouver dans une situation où il n'y aurait en fait que dix cabinets d'avocats à la Cour de cassation.

M. Hugo Vandenberghe déclare que la question mérite que l'on y revienne, car elle concerne l'accès à la justice. Cet accès doit être égalitaire sans être abusif.

Le grand problème reste de distinguer les moyens en fait et en droit, ce qui est très difficile lorsqu'on n'est pas spécialisé en la matière.

Pour ce qui est de l'évaluation de la loi Franchimont, M. du Jardin renvoie au chapitre V du rapport annuel.

M. Hugo Vandenberghe souligne que lors de la discussion de l'avant-projet relatif à la réforme du droit de la procédure pénale, qui sera déposé au Sénat sous forme de proposition de loi, il sera pris contact avec la Cour de cassation.

M. Lahousse souhaite revenir sur la question de l'arriéré, plus particulièrement celui de la deuxième chambre néerlandophone de la Cour de cassation.

L'intervenant souligne que cette chambre fait des efforts particuliers, depuis un certain nombre d'années, pour résorber le nombre d'affaires à juger. En 2002, par exemple, cette chambre a rendu 1 274 arrêts, alors qu'elle n'a été saisie que de 981 nouvelles affaires. Le délai de fixation est donc en diminution.

L'intervenant est convaincu que ces délais peuvent être écourtés davantage, surtout au civil. Pour cela, il faut agir en plusieurs points (avocats à la Cour de cassation, procédure, etc.).

Selon M. Verougstraete, l'objectif est d'arriver à ce que le déroulement de la procédure en cassation ne dépasse pas les six mois, tant au civil qu'au pénal.

monopolie. Een associatie vermindert nog de vrije keuze van de burger.

Anderzijds weet spreker dat cassatiezaken financieel niet voldoende opbrengen. Vaak is de dienst cassatie binnen een bepaald kantoor zelfs deficitair.

De heer Verougstraete stipt aan dat er een ongeschreven regel bestaat dat associaties met meer dan twee advocaten bij het Hof van Cassatie niet zijn toegelaten. Dit betekent dan wel dat de kans bestaat dat er in feite slechts tien advocatenkantoren zouden zijn bij het Hof van Cassatie.

De heer Hugo Vandenberghe verklaart dat het probleem belangrijk genoeg is om erop terug te komen, het gaat immers over de toegang tot justitie. Die moet voor iedereen gelijk zijn zonder dat er misbruiken ontstaan.

Het grote probleem blijft de middelen in feite te onderscheiden van de middelen in rechte, wat zeer moeilijk is wanneer men daarin niet gespecialiseerd is.

Wat betreft de evaluatie van de wet-Franchimont, verwijst de heer du Jardin naar hoofdstuk V van het jaarverslag.

De heer Hugo Vandenberghe werpt op dat bij de besprekking van het voorontwerp inzake de hervorming van het strafprocesrecht, dat zal worden ingediend als wetsvoorstel in de Senaat, met het Hof van Cassatie contact zal worden opgenomen.

De heer Lahousse wenst nog terug te komen op de problematiek van de achterstand, meer bepaald in de tweede Nederlandstalige kamer van het Hof van cassatie.

Spreker wijst erop dat deze kamer sedert een aantal jaren een buitengewone inspanning doet om het aantal te wijzen zaken te laten dalen. In 2002 bijvoorbeeld heeft deze kamer 1 274 arresten gewezen, terwijl er slechts 981 nieuwe zaken zijn binnengekomen. De termijn van vaststelling wordt dan ook korter.

Spreker is ervan overtuigd dat deze termijnen nog kunnen worden verkort, vooral op burgerlijk vlak. Daarvoor moet aan verschillende zaken worden geschroefd (advocaten bij het Hof van Cassatie, procedure, enz.).

De heer Verougstraete oppert dat het streefdoel is te komen tot een maximale doorlooptermijn van zes maanden, zowel op civiel vlak als in strafzaken.

M. Hugo Vandenberghe remercie les intervenants pour le rapport présenté, mais aussi pour la franchise avec laquelle la Cour a répondu aux questions. On constate une évolution positive vers plus d'ouverture, tant du côté des parlementaires que de la part de la Cour de cassation. Il importe que justice soit rendue dans un délai raisonnable. À cet égard, la Cour de cassation donne le bon exemple. Tous les moyens doivent être mis à disposition pour écourter les délais.

M. Verougstraete remercie la commission pour l'esprit d'ouverture qui a caractérisé la discussion.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 11 membres présents.

*
* *

Le rapporteur,
Alain ZENNER.

Le président,
Hugo VANDENBERGHE.

De heer Hugo Vandenberghe dankt de sprekers, niet enkel voor het verslag, maar ook voor de vrijmoeidigheid waarmee het Hof de vragen heeft beantwoord. Hier is een gunstige evolutie naar een grotere openheid, zowel bij de parlementairen, als bij het Hof van Cassatie. Het is belangrijk dat het recht binnen een redelijke termijn wordt gesproken. Het Hof van Cassatie geeft op dit vlak een goed voorbeeld. Alle middelen moeten ter beschikking worden gesteld om de termijnen te verkorten.

De heer Verougstraete dankt de commissie voor de open discussie.

Dit verslag wordt eenparig goedgekeurd door de 11 aanwezige leden.

*
* *

De rapporteur,
Alain ZENNER.

De voorzitter,
Hugo VANDENBERGHE.